

Le payeur reçoit une preuve de son paiement immédiat.

Le recouvrement immédiat est notifié au fonctionnaire verbalisant dans les quinze jours.

La commune peut fixer des modalités d'exécution du recouvrement immédiat.

Art. 8. A l'article 2.63 du Code de la route, inséré par l'arrêté royal du 21 juillet 2014, la phrase suivante est ajoutée :

« Pour la Région flamande la politique d'admission sélective est régie par le décret du 27 novembre 2015 relatif aux zones de basses émissions. ».

Art. 9. Les textes réglementaires suivants entrent en vigueur le 1^{er} mars 2016 :

1° le décret du 27 novembre 2015 ;

2° le présent arrêté.

Art. 10. Le Ministre flamand ayant dans ces attributions l'environnement et la politique de l'eau est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 26 février 2016.

Le Ministre-Président du Gouvernement flamand

Geert BOURGEOIS

La Ministre flamande de l'Environnement, de la Nature et de l'Agriculture,

Joke SCHAUVLIEGE

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[2016/201585]

3 MARS 2016. — Arrêté du Gouvernement wallon portant exécution du Livre II du Code de l'Environnement constituant le Code de l'Eau en ce qui concerne les mesures diverses liées au financement de la politique de l'eau et modifiant l'arrêté du Gouvernement wallon du 16 novembre 2000 portant exécution du décret du 6 mai 1999 relatif à l'établissement, au recouvrement et au contentieux en matière de taxes régionales wallonnes

Le Gouvernement wallon,

Vu la loi du 8 août 1980 de réformes institutionnelles, l'article 20;

Vu le décret du 6 mai 1999 relatif à l'établissement, au recouvrement et au contentieux en matière de taxes régionales wallonnes, l'article 2, l'article 4, 1^o, l'article 6, remplacé par le décret du 19 septembre 2013, l'article 10, remplacé par le décret du 19 septembre 2013, l'article 11 remplacé par le décret du 19 septembre 2013, l'article 11*bis*, remplacé par le décret du 19 septembre 2013 et par le décret du 28 novembre 2013, l'article 11*ter*, modifié par décret du 10 décembre 2009, 11*quater*, modifié par décret du 28 novembre 2013, l'article 12, remplacé par le décret du 19 septembre 2013, l'article 12*bis*, modifié par le décret du 28 novembre 2013, l'article 13, modifié par le décret du 22 mars 2007, l'article 14, modifié en dernier lieu par le décret du 30 avril 2009, l'article 15, remplacé par le décret du 10 décembre 2009, l'article 16, modifié en dernier lieu par le décret du 30 avril 2009, l'article 17*bis*, § 1^{er}, modifié par décret du 22 mars 2007, l'article 18, inséré par le décret du 12 décembre 2014, l'article 18*bis* modifié par le décret du 10 décembre 2009, l'article 19, modifié par le décret du 10 décembre 2009, l'article 20*bis*, inséré par le décret du 10 décembre 2009, les articles 25 à 27, modifiés en dernier lieu par le décret du 28 novembre 2013, l'article 63, modifié en dernier lieu par le décret du 12 décembre 2014, et l'article 64;

Vu le Livre II du Code wallon de l'Environnement constituant le Code de l'Eau, les articles D.174, § 3, modifié par le décret du 7 novembre 2007, D.229, D.252, D.262, alinéa 3, D.263, § 1^{er}, alinéa 3, D.270, D.275, § 2, D.275, § 3, D.278 et D.283, modifiés en dernier lieu par le décret du 12 décembre 2014 et D.288, § 2, 1^o;

Vu la partie réglementaire du Livre II du Code de l'Environnement constituant le Code de l'Eau;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 16 novembre 2000 portant exécution du décret du 6 mai 1999 relatif à l'établissement, au recouvrement et au contentieux en matière de taxes régionales wallonnes;

Vu le rapport d'évaluation de l'impact du projet sur la situation respective des femmes et des hommes en date du 16 juillet 2015;

Vu l'avis de la Commission consultative de l'Eau, donné le 14 septembre 2015;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 6 mai 2015;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 16 juillet 2015;

Vu l'avis 58.540/4 du Conseil d'Etat, donné le 21 décembre 2015 en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2^o, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973;

Considérant l'avis de l'Union des Villes et Communes de Wallonie, donné le 14 septembre 2015;

Sur proposition du Ministre de l'Environnement;

Après délibération,

Arrête :

CHAPITRE 1^{er}. — *Modifications de la partie réglementaire du Livre II du Code wallon de l'Environnement constituant le Code de l'Eau*

Article 1^{er}. A l'article R.308*bis* du Livre II du Code réglementaire wallon de l'Environnement constituant le Code de l'Eau, est ajouté un tiret rédigé comme suit :

« - Taux d'irrecouvrables : le rapport entre, d'une part, la somme des dotations nettes aux provisions pour réductions de valeur sur créances de vente d'eau et des créances passées en irrecouvrables au cours de cette même année et, d'autre part, le chiffre d'affaires "facture d'eau" de l'année (CVD, CVA, Fonds social, location de compteur). »

Art. 2. Dans la Partie III, Titre II, de la partie réglementaire du Livre II du Code wallon de l'Environnement constituant le Code de l'Eau, les Chapitres III à VI, comprenant les articles R.321 à R.385, sont remplacés par ce qui suit :

« CHAPITRE III. — *Etablissement et perception de la taxe et de la contribution de prélèvement sur les prises d'eau potabilisable et non potabilisable*

Art. R.321. Les modèles de déclaration des volumes et des usages de l'eau produite ou prélevée sont fixés par le Ministre qui a la politique de l'eau dans ses attributions.

Le Ministre qui a la politique de l'eau dans ses attributions est habilité à fixer les conditions dans lesquelles le redevable peut fournir sa déclaration par voie électronique.

Art. R.322. Lorsque le montant des provisions est inférieur à 250 euros, les versements provisionnels peuvent être portés à la date du paiement du solde de la taxe ou de la contribution.

CHAPITRE IV. — *Etablissement de la taxe relative au déversement des eaux usées industrielles et de la taxe relative au déversement des eaux usées domestiques*

Section 1^{re}. — Définitions

Art. R.323. Au sens du présent chapitre, on entend par :

1° l'Administration : le Département de l'Environnement et de l'Eau de la Direction générale opérationnelle Agriculture, Ressources naturelles et Environnement du Service public de Wallonie;

2° le Ministre : le Ministre qui a la Politique de l'Eau dans ses attributions;

3° laboratoire agréé : laboratoire agréé en vertu de l'article D.147 du Livre I^{er} du Code de l'Environnement ou le laboratoire de référence de la Région wallonne;

4° auto-surveillance : les mesures réalisées par l'établissement lui-même, au sein de ses propres équipements d'analyse, ou par un laboratoire désigné par lui;

5° surveillance : les mesures réalisées par un laboratoire agréé pour le compte d'un établissement.

Section 2. — Etablissement de la taxe relative au déversement des eaux usées domestiques

Art. R.324. Le formulaire de déclaration est fixé par le Ministre.

Est assimilée de plein droit à la déclaration visée à l'alinéa 1^{er}, pour autant qu'elle parvienne à l'Administration dans le délai prévu à l'article D.279, la déclaration complète et valide relative à la taxe sur le déversement des eaux usées industrielles.

Le Ministre est habilité à fixer les conditions dans lesquelles le redevable peut fournir sa déclaration par voie électronique.

Section 3. — Etablissement de la taxe relative au déversement des eaux usées industrielles

Sous-section 1^{re}. — Formule de déclaration à la taxe sur le déversement des eaux usées industrielles

Art. R.325. Le modèle de la formule de déclaration, en ce compris les modèles spécifiques des secteurs des hôpitaux, des piscines et des piscicultures sont fixés par le Ministre.

Le Ministre est habilité à fixer les conditions dans lesquelles le redevable peut fournir sa déclaration par voie électronique.

Sous-section 2. — Modalités techniques de détermination des valeurs moyennes réelles des paramètres intervenant dans le calcul de la taxe sur le déversement des eaux usées industrielles et de surveillance.

A. Prélèvement d'échantillons et campagnes de relevés

Art. R.326. § 1^{er}. Pour la détermination des valeurs moyennes réelles des paramètres de taxation, le redevable est tenu de faire procéder à des échantillonnages asservis au débit des eaux usées industrielles déversées pendant une période d'au moins vingt-quatre heures et selon une fréquence d'échantillonnage minimale détaillée à l'annexe XL.

Lorsque le permis d'environnement ou la condition sectorielle applicable au déversement des eaux usées prescrit une fréquence d'échantillonnage plus élevée, cette dernière est appliquée.

§ 2. L'échantillonnage est réalisé, aux frais du redevable, par un laboratoire agréé, aux points de contrôle définis dans le permis d'environnement.

Le laboratoire peut faire usage de l'appareillage appartenant à l'entreprise pour autant que le bon fonctionnement dudit appareillage ait été vérifié au préalable par un laboratoire agréé et que ce dernier applique des scellées sur l'échantillonneur pendant les opérations de prélèvements.

§ 3. L'échantillonnage effectué par un laboratoire agréé à la demande d'un service de l'Administration ne peut être comptabilisé dans la fréquence d'échantillonnage prescrite au redevable en application du paragraphe 1^{er}.

§ 4. Par dérogation au paragraphe 1^{er} :

1° la durée et la fréquence de l'échantillonnage sont déterminées au cas par cas par l'Administration lorsque la nature et le volume des rejets varient au cours d'un cycle de production, dans ce cas, la durée du prélèvement est supérieure à vingt-quatre heures et est au moins égale à celle d'un cycle entier, y compris les périodes intermédiaires de maintenance ou de nettoyage;

2° l'Administration peut imposer une fréquence plus élevée en raison de la grande variabilité du volume rejeté ou de la qualité des eaux déversées;

3° moyennant accord préalable de l'Administration, un échantillon instantané est admis lorsque le redevable fait la démonstration de la qualité très constante du rejet, et lors de traitement par bâchée un échantillon instantané représentatif est prélevé avant le rejet de la bâchée;

4° lorsque l'échantillonnage asservi au débit ne peut pas être techniquement réalisé ou lorsque les procédés de traitement des eaux usées assurent une homogénéisation des effluents, le redevable peut recourir à un échantillonnage asservi au temps.

Dans les cas visés à l'alinéa 1^{er}, 1° et 2°, les décisions prises par l'Administration sont communiquées par écrit au redevable selon un mode de communication mentionné à l'article R.328, § 4, avant le 30 septembre de l'année qui précède le prélèvement.

Dans le cas visé à l'alinéa 1^{er}, 3°, la procédure pour obtenir l'accord de l'Administration est celle prévue à l'article R.328, § 3.

Dans les cas visés à l'alinéa 1^{er}, 4^o, le rapport d'analyse du laboratoire agréé précise et justifie la méthodologie de prélèvement mise en œuvre et le principe d'estimation de débit.

§ 5. Dans le cas où le prélèvement ne peut pas être effectué suivant les prescriptions décrites au paragraphe 1^{er}, le redevable demande l'accord préalable écrit de l'Administration selon la procédure visée à l'article R.328, § 3, en mentionnant les motivations ou difficultés rencontrées et les solutions techniques envisagées.

§ 6. Lorsque la fréquence de surveillance est d'un ou de deux échantillons par an, l'échantillonnage est réalisé au cours des mois de plus grande activité de l'année pendant lesquels il peut raisonnablement être prévu que la charge polluante déversée est la plus élevée ou pendant lesquels l'activité de l'entreprise est la plus importante. Lorsque l'entreprise comprend plusieurs départements dont la nature de l'activité et la période au cours de laquelle celle-ci s'exerce sont clairement distinctes, la notion de mois de plus grande activité s'applique à chaque département.

§ 7. Les méthodes à suivre pour l'échantillonnage, la conservation et le transport des échantillons sont celles approuvées par l'Institut scientifique de service public, ci-après dénommé l'ISSEP.

Art. R.327. § 1^{er}. Huit jours ouvrables au moins avant la réalisation de l'échantillonnage visé à l'article R.326, § 2, le laboratoire agréé mandaté par le redevable communique par envoi simple ou par voie électronique à l'Administration, le lieu, la date et l'heure du début du prélèvement afin de permettre à celle-ci d'y déléguer, le cas échéant, un représentant.

§ 2. Au moins au début et à la fin du prélèvement, le redevable procède, sous le contrôle du responsable du laboratoire agréé ou du représentant de l'Administration, au relevé du volume d'eau enregistré par les dispositifs de comptage installés sur les conduites d'alimentation en eau et sur les voies d'évacuation des eaux usées et, le cas échéant, au relevé des niveaux d'eau dans les différents réservoirs, ou toute autre indication permettant d'estimer la répartition des différents flux.

Le redevable communique d'initiative au responsable du laboratoire agréé les chiffres de production de l'entreprise nécessaires à l'établissement de la taxe pendant la période de prélèvement et tout autre élément d'information permettant d'apprécier le caractère représentatif des eaux usées déversées pendant cette période.

Les informations visées aux alinéas 1^{er} et 2 sont annexées au rapport du laboratoire agréé. Le redevable joint le rapport complet du laboratoire agréé à la déclaration qu'il adresse à l'Administration conformément à l'article D.278.

Le laboratoire agréé envoie directement, par voie électronique, à l'Administration une copie du rapport d'analyse pour chaque prélèvement et de toutes les remarques techniques et observations diverses attestant de la régularité des opérations de prélèvement et utiles à la bonne interprétation des résultats.

§ 3. Durant toute la durée du prélèvement, le représentant de l'Administration procède aux contrôles qu'il juge nécessaires et communique, le cas échéant, au responsable du laboratoire toute instruction utile au bon déroulement des opérations d'échantillonnage.

B. Détermination des valeurs des paramètres

Art. R.328. § 1^{er}. Les analyses sont effectuées conformément aux procédures approuvées par l'ISSEP.

§ 2. Toutes les analyses effectuées portent sur l'ensemble des paramètres permettant de calculer N1, N2 et N3. Le redevable peut adresser par écrit à l'Administration une demande de dispense de la détermination des valeurs de ces paramètres en apportant la preuve que les valeurs de certains paramètres ne peuvent être que nulles ou proches du seuil de détection compte tenu de la nature des produits et des procédés mis en œuvre dans l'entreprise. Si des éléments nouveaux liés à la production, aux processus ou aux installations d'épuration peuvent induire une modification des conditions de rejet le redevable en avertit l'Administration. Si celle-ci estime, au vu de ces éléments, que la dispense n'est plus justifiée, elle en décide la suppression.

§ 3. La demande de dispense est motivée et adressée par écrit, selon un mode de communication prévu au paragraphe 4, avant le 30 septembre de l'année qui précède l'année de prélèvement. L'Administration transmet au redevable, selon un mode de communication prévu au paragraphe 4, un accusé de réception de la demande dans les dix jours qui suivent la date d'envoi ou de transmission de la demande de dispense. La décision de l'Administration est communiquée par écrit au redevable au plus tard le 30 décembre de l'année qui précède l'année de prélèvement, selon un mode de communication prévu au paragraphe 4.

§ 4. Les modes de communication suivants sont utilisés pour les notifications et envois visés au paragraphe 3 :

- 1° envoi recommandé avec accusé de réception;
- 2° recours à toute formule similaire à l'envoi recommandé visé au 1° permettant de donner date certaine à l'envoi et à la réception de l'acte;
- 3° dépôt contre récépissé;
- 4° courrier électronique si la procédure est dématérialisée, conformément aux modalités et conditions fixées par le Ministre.

Art. R.329. § 1^{er}. La mesure de débit s'effectue en continu sur une période identique à celle du prélèvement, suivant les normes en vigueur et les prescriptions techniques du constructeur du système de mesure.

§ 2. Lorsque l'établissement dispose d'un système de mesure en continu du débit, ce système peut être utilisé par le laboratoire agréé qui s'assure de la validité des mesures enregistrées.

§ 3. Le redevable veille au suivi métrologique régulier de ses appareils de mesure de débit selon la fréquence préconisée par le fabricant. Un certificat de bon fonctionnement est tenu à disposition de l'Administration.

§ 4. Lorsque le débit journalier autorisé dépasse 100 m³, la mesure du débit rejeté est réalisée en continu. Les dispositifs de mesure du débit sont équipés d'un enregistreur ou d'un système d'acquisition des données avec un totalisateur du débit journalier. Les tableaux récapitulatifs par mois et par année de ces données sont joints à la déclaration annuelle.

§ 5. Lorsque la chambre de prélèvement ne permet pas l'installation d'un système de mesure en continu et que le volume journalier des eaux déversées n'excède pas 100 m³ par jour, le débit rejeté lors de la réalisation du prélèvement peut être estimé sur base des consommations d'eau relevées durant la période de prélèvement. Le laboratoire agréé explicite le principe d'estimation dans son rapport d'analyse.

Art. R.330. § 1^{er}. Le paramètre d'écotoxicité "TU" défini à l'article D.262 est réalisé lorsque le redevable relève du ou des secteurs d'activités visés à l'annexe XLI. L'analyse de ce paramètre d'écotoxicité est effectuée par un laboratoire agréé.

§ 2. Le laboratoire agréé visé au paragraphe 1^{er} utilise les méthodes d'analyses suivantes :

- 1° soit une méthode en kit utilisant des daphnies issues de l'éclosion d'œufs dormants;
- 2° soit une méthode conventionnelle qui utilise des daphnies issues d'un élevage maintenu en interne.

§ 3. Le laboratoire agréé dans une des trois catégories A, B ou C de l'annexe IX du Livre I^{er} du Code de l'Environnement est agréé pour la méthode décrite au paragraphe 2, 1^o, dès lors qu'il procure une attestation démontrant avoir suivi une formation organisée par le laboratoire de référence de l'ISSEP et qu'il participe régulièrement à des essais inter-laboratoires organisés par des organismes accrédités pour l'organisation de ce type d'essais.

Art. R.331. § 1^{er}. En ce qui concerne la détermination de la charge polluante N4, l'écart moyen de température appliqué au volume annuel d'eaux de refroidissement est égal à l'écart entre la température moyenne des eaux déversées et la température moyenne des eaux prélevées telles que déterminées au départ d'un enregistrement continu des températures. L'écart peut également correspondre à la moyenne arithmétique des écarts horaires mesurés entre ces deux températures.

§ 2. Le redevable rejetant des eaux de refroidissement procède aux mesures de température visées au paragraphe 1^{er} suivant les directives de l'Administration.

Art. R.332. L'Administration peut renoncer à prendre en compte les valeurs relevées lors d'un épisode particulier de pollution lorsque celui-ci présente manifestement un caractère accidentel, non répétitif et de courte durée et lorsqu'il n'est pas imputable à la négligence continue du redevable.

C. Modalités de prise en compte des paramètres

Art. R.333. § 1^{er}. Lorsque l'Administration dispose du résultat des analyses menées sur plusieurs échantillons jugés suffisamment représentatifs prélevés à des périodes différentes sur un même point de rejet, la charge polluante N1 est déterminée sur la base du débit moyen journalier et de la moyenne des valeurs mesurées des paramètres matières en suspension (M.S.) et demande chimique en oxygène décantée deux heures (D.C.O.)

Si le volume déversé au cours des périodes de prélèvement a été mesuré, l'Administration prend en compte la moyenne pondérée des valeurs mesurées des paramètres visés à l'alinéa 1^{er} en attribuant à chacune d'elles un poids proportionnel au volume déversé.

Si une ou plusieurs mesures du volume déversé au cours des périodes de prélèvement sont manquantes, la charge polluante N1 est déterminée sur base du débit moyen journalier et de la moyenne arithmétique des paramètres visés à l'alinéa 1^{er}.

Lorsque N1 est calculé sur base d'un ou de deux échantillons annuels, le débit moyen journalier est le débit moyen des échantillons représentatifs. Le débit moyen journalier est représentatif du mois de plus grande activité de l'année et ne peut être inférieur au débit annuel divisé par le nombre de jours de déversement déclaré.

Lorsque N1 est calculé sur base de plus de deux échantillons, le débit moyen journalier est égal au débit annuel divisé par le nombre de jours de déversement déclaré.

§ 2. Les charges polluantes N1 sont calculées séparément par point de rejet. Toutefois, si l'entreprise compte plusieurs points de rejet d'eaux usées industrielles dont un au moins débite pendant moins de 225 jours par an, chaque point de rejet de ce type est converti en un point de rejet d'eau de mêmes caractéristiques débitant pendant un nombre de jours égal au nombre annuel de jours au cours desquels un déversement quelconque a été observé.

§ 3. Lorsque des eaux usées sont déversées pendant des périodes d'activité nulle ou très réduite de l'entreprise avec une charge journalière moyenne inférieure à dix pourcent de la charge journalière moyenne déversée pendant les périodes d'activité normale de l'entreprise, l'Administration peut renoncer à prendre en compte le rejet effectué en dehors de la période d'activité normale de l'entreprise pour la détermination de la charge polluante N1.

Art. R.334. Lorsque l'Administration dispose du résultat des analyses menées sur plusieurs échantillons prélevés à des périodes différentes sur un même point de rejet, les charges polluantes N2 et N3 ainsi que la charge toxique N5 sont déterminées sur la base du volume annuel d'eaux usées industrielles déversées et de la moyenne arithmétique des valeurs mesurées des paramètres "métaux lourds, nutriments et écotoxicité".

Si le volume déversé au cours des périodes de prélèvement a été mesuré, l'Administration prend en compte la moyenne pondérée au volume déversé des valeurs mesurées de ces paramètres.

Les charges polluantes N2, N3, N4 ainsi que la charge polluante liée au degré de toxicité N5 s'obtiennent en additionnant les charges correspondantes de chaque point de rejet, déterminées suivant la formule définie à l'article D.262.

Art. R.335. § 1^{er}. Pour les redevables faisant l'objet d'un plan interne de surveillance des obligations environnementales, l'Administration peut autoriser l'utilisation des analyses effectuées dans ce cadre aux conditions prévues ci-après :

- a) les analyses doivent porter sur les paramètres visés à l'article D.262;
- b) les règles en matière de prélèvement et d'analyses visés au point 326, § 1^{er}, doivent être respectées;
- c) la fréquence des analyses prise en compte ne peut être inférieure aux fréquences d'échantillonnage minimales prévues à l'article R.326, § 1^{er}.

Lorsque le redevable est autorisé à utiliser ces analyses, il est tenu de communiquer dans sa déclaration l'ensemble des analyses prévues dans son plan interne de surveillance des obligations environnementales portant sur les paramètres de taxation et la fréquence minimale d'analyse par un laboratoire agréé ne peut être inférieure à deux par an.

Sous-section 3. — Dispositions générales

Art. R.336. Les valeurs de Q, Q1, Q2, MS et DCO intervenant directement dans le calcul des charges polluantes et exprimées dans les unités définies par l'article D.262 sont arrondies au nombre entier supérieur.

Les valeurs de N, P, TU et dt, intervenant directement dans le calcul des charges polluantes et exprimées dans les unités définies par l'article D.262 sont arrondies à la première décimale supérieure.

La valeur de d, nombre sans dimension, intervenant directement dans le calcul de N1 ainsi que les valeurs de N1, N2, N3, N4 et N5 exprimées en unités de charge polluante sont arrondies à la deuxième décimale supérieure.

Les valeurs de Xi, Yi et Zi, intervenant directement dans le calcul des charges polluantes et exprimées dans les unités définies par l'article D.262 sont arrondies à la troisième décimale supérieure.

Les montants de la taxe exprimés en euro sont arrondis au cent supérieur.

CHAPITRE V. — *Charge environnementale générée par les exploitations agricoles**Section 1^{re}. — Etablissement de la taxe sur les charges environnementales générées par les exploitations agricoles*

Art. R.337. Le redevable introduit une déclaration selon la formule fixée par le Ministre qui a la politique de l'eau dans ses attributions.

Le Ministre est habilité à fixer les conditions dans lesquelles le redevable peut fournir sa déclaration par voie électronique. »

Art. 3. Dans la Partie III, du Titre II du même Code, l'intitulé du Chapitre VI est remplacé par ce qui suit :

« CHAPITRE VI. — *Conditions d'exemption ou de restitution de la taxe sur le déversement des eaux usées domestiques ou du C.V.A. et modalités de la demande* »

Art. 4. Dans le Chapitre VI de la Partie III, du Titre II, du même Code est inséré un article R.389/1 rédigé comme suit :

« Art. R.389/1. Le fonctionnaire chargé du recouvrement opère restitution d'office des sommes auxquelles peut prétendre un redevable par application de l'article D.270, pour le paiement indu des taxes sur les eaux usées domestiques, dans les trois mois de l'envoi du dossier par le Département de l'Environnement et de l'Eau de la Direction générale opérationnelle Agriculture, Ressources naturelles et Environnement, du Service public de Wallonie, sous réserve de la preuve de paiement des montants dont la restitution est demandée. »

Art. 5. Entre l'article R.389/1, inséré par l'article 3, et l'article R.390 du même Code, un chapitre *VIbis* comportant les articles R.389/2 à R.389/5 est inséré et rédigé comme suit :

« CHAPITRE *VIbis*. — *Modalités d'exemption du C.V.A. en application de l'article D.229, 2^o et 3^o* »

Art. R.389/2. § 1^{er}. Le Département de l'Environnement et de l'Eau de la Direction générale opérationnelle Agriculture, Ressources naturelles et Environnement, du Service public de Wallonie adresse à chaque distributeur concerné et à la S.P.G.E. un avis mentionnant que le redevable visé à l'article D.229, 2^o, relié à leurs réseaux bénéficie d'une exemption, avec la mention du ou des points de fourniture concernés et de la date à partir de laquelle est constatée l'exemption.

Cet avis vaut instruction de ne plus percevoir le C.V.A. auprès des redevables et reste valable tant qu'une nouvelle instruction n'est pas communiquée. L'instruction est communiquée par écrit selon un mode de communication électronique et jointe au dossier de taxation.

L'instruction est acquise un mois après l'envoi.

§ 2. La restitution du C.V.A. trop perçu avant l'instruction est opérée sur la première facture de régularisation émise suite à l'instruction visée au paragraphe 1^{er}.

Art. R.389/3. § 1^{er}. Le Département de l'Environnement et de l'Eau de la Direction générale opérationnelle Agriculture, Ressources naturelles et Environnement, du Service public de Wallonie adresse à chaque distributeur concerné et à la S.P.G.E. un avis mentionnant que le redevable relié à leurs réseaux ne bénéficie plus d'une exemption, avec la mention du ou des points de fourniture concernés et de la date à partir de laquelle se rapporte cet avis. Cet avis vaut instruction de percevoir le C.V.A. auprès des redevables y mentionnés. L'instruction est communiquée par écrit selon un mode de communication électronique et jointe au dossier de taxation. L'instruction est réputée acquise un mois après l'envoi de l'avis et reste valable tant qu'une nouvelle instruction n'est pas communiquée.

§ 2. La réclamation du C.V.A. non perçu est opérée sur la première facture de régularisation émise suite à l'instruction visée au paragraphe 1^{er}.

Art. R.389/4. Lors de l'établissement de la taxe annuelle, le service de l'Administration mentionné aux articles R.389/2 et R.389/3 actualise les données et communique au distributeur et à la S.P.G.E. un avis mentionnant le montant du C.V.A. que le distributeur est chargé de restituer ainsi que le volume d'eau de la période imposable à soumettre au C.V.A. et le cas échéant, les autres points de fourniture concernés par l'instruction visée aux articles R.389/2 et R.389/3. L'instruction est communiquée par écrit selon un mode de communication électronique et jointe au dossier de taxation. L'instruction est réputée acquise un mois après l'envoi de l'avis.

Art. R.389/5. § 1^{er}. En ce qui concerne les redevables soumis à la taxe sur les charges environnementales générées par les exploitations agricoles, le Département de l'Environnement et de l'Eau de la Direction générale opérationnelle Agriculture, Ressources naturelles et Environnement du Service public de Wallonie adresse à la S.P.G.E. par mode de communication électronique une liste annuelle des redevables et de leurs coordonnées. La S.P.G.E. adresse au distributeur un avis mentionnant que le redevable bénéficie de l'exemption visée à l'article D.229, 3^o. Cet avis vaut instruction de ne plus percevoir le C.V.A. auprès des redevables et reste valable tant qu'une nouvelle instruction n'est pas communiquée.

L'instruction est communiquée par écrit selon un mode de communication électronique.

L'instruction est acquise un mois après l'envoi.

§ 2. La restitution du C.V.A. trop perçu avant l'instruction, à l'exception du forfait de 90 m³ déjà facturé, est opérée sur la première facture de régularisation émise suite à l'instruction visée au § 1^{er}. »

Art. 6. Aux articles R.418, R.419 et R.421 du même Code, les mots "Fonds pour la protection des eaux potabilisables" sont remplacés par les mots "Fonds pour la protection de l'environnement, section protection des eaux".

Art. 7. Dans la Partie III, Titre II, le Chapitre XI du même Code, comportant les articles R.429 à R.435, est abrogé.

Art. 8. L'annexe XXXIX du même Code est abrogée.

Art. 9. L'annexe XL du même Code est remplacée par l'annexe XL qui est jointe en annexe 1 du présent arrêté.

Art. 10. L'annexe XLI du même Code est remplacée par l'annexe XLI qui est jointe en annexe 2 du présent arrêté.

CHAPITRE II. — *Modifications de l'arrêté du Gouvernement wallon du 16 novembre 2000 portant exécution du décret du 6 mai 1999 relatif à l'établissement, au recouvrement et au contentieux en matière de taxes régionales wallonnes*

Art. 11. L'article 3 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 16 novembre 2000 portant exécution du décret du 6 mai 1999 relatif à l'établissement, au recouvrement et au contentieux en matière de taxes régionales wallonnes, modifié en dernier lieu par l'arrêté du Gouvernement wallon du 23 octobre 2014, est complété par un 5^o rédigé comme suit :

« 5^o pour l'application des taxes et contributions relatives au financement de la politique de l'eau, les fonctionnaires du Département de l'Environnement et de l'Eau de la Direction générale opérationnelle Agriculture, Ressources naturelles et Environnement du Service public de Wallonie. »

Art. 12. L'article 4 du même arrêté, modifié en dernier lieu par l'arrêté du Gouvernement wallon du 23 octobre 2014, est complété par un paragraphe 5 rédigé comme suit :

« § 5. Les modèles de déclaration visés à l'article D.278 du Livre II du Code de l'Environnement constituant le Code de l'Eau sont fixés par le Ministre qui a la Politique de l'Eau dans ses attributions. »

Art. 13. L'article 5 du même arrêté, modifié en dernier lieu par l'arrêté du Gouvernement wallon du 23 octobre 2014, est complété par un 5^o rédigé comme suit :

« 5^o pour l'application des taxes et contributions relatives au financement de la politique de l'eau, le Département de l'Environnement et de l'Eau de la Direction générale opérationnelle Agriculture, Ressources naturelles, Environnement du Service public de Wallonie. »

Art. 14. L'article 6 du même arrêté, remplacé par l'arrêté du Gouvernement wallon du 22 décembre 2009 et modifié par l'arrêté du Gouvernement wallon du 23 octobre 2014, est complété par un 8^o rédigé comme suit :

« 8^o pour l'application des taxes et contributions relatives au financement de la politique de l'eau, la Direction générale opérationnelle Agriculture, Ressources naturelles et Environnement du Service public de Wallonie. »

Art. 15. L'article 6*bis* du même arrêté, inséré par l'arrêté du Gouvernement wallon du 22 décembre 2009 est complété par un alinéa rédigé comme suit :

« Par dérogation à l'alinéa 1^{er}, pour les infractions visées à l'article D.406 du Livre II du Code de l'Environnement constituant le Code de l'Eau, le fonctionnaire visé à l'article D.12*bis* de ce même décret est le fonctionnaire sanctionnateur désigné en vertu du Livre I^{er} du Code de l'Environnement. »

Art. 16. A l'article 7 du même arrêté, modifié en dernier lieu par l'arrêté du Gouvernement wallon du 23 octobre 2014, est ajouté un troisième alinéa rédigé comme suit :

« Cet article ne s'applique pas aux taxes et contributions relatives au financement de la politique de l'eau. »

Art. 17. L'article 8 du même arrêté, modifié en dernier lieu par l'arrêté du Gouvernement wallon du 23 octobre 2014, est complété par un 7^o rédigé comme suit :

« 7^o pour l'application des taxes et contributions relatives au financement de la politique de l'eau, le Département de l'Environnement et de l'Eau de la Direction générale opérationnelle Agriculture, Ressources naturelles et Environnement du Service public de Wallonie. »

Art. 18. L'article 9 du même arrêté, modifié en dernier lieu par l'arrêté du Gouvernement wallon du 23 octobre 2014, est complété par un 7^o rédigé comme suit :

« 7^o pour l'application des taxes et contributions relatives au financement de la politique de l'eau, le directeur de la Direction des outils financiers du Département de l'Environnement et de l'Eau de la Direction générale opérationnelle Agriculture, Ressources naturelles et Environnement ou son délégué. »

Art. 19. L'article 15 du même arrêté, modifié par l'arrêté du Gouvernement wallon du 6 décembre 2007, est complété par un paragraphe 3 rédigé comme suit :

« § 3. Par dérogation au paragraphe 1^{er}, tout paiement au compte courant du receveur mentionnant la nature de la taxe ou de la contribution relative au financement de la politique de l'eau, l'article de rôle spécifique ou le service visé à l'article 3, 5^o, est, nonobstant toute déclaration contraire, réputé effectué pour l'apurement de taxes et contributions relatives au financement de la politique de l'eau. »

Art. 20. Dans l'article 22*bis* du même arrêté, remplacé par l'arrêté du Gouvernement wallon du 5 décembre 2013, les modifications suivantes sont apportées :

1^o il est inséré un paragraphe 1^{er}*bis* rédigé comme suit :

« § 1^{er}*bis*. Conformément à l'article 63, § 1^{er}, du décret, l'échelle des amendes applicable aux infractions commises à l'encontre des dispositions visant les taxes et contributions relatives au financement de la politique de l'eau, est fixée comme suit :

Type d'infraction	Niveau de l'amende administrative
Les redevables n'utilisent pas le formulaire arrêté en vue de la déclaration	125 euros
Le redevable qui, à défaut de réception du formulaire de déclaration, s'est abstenu de le réclamer au service désigné par le Gouvernement	125 euros
Une déclaration incomplète, non certifiée exacte, non datée ou non signée	125 euros
Le redevable s'est abstenu de déclarer toute modification d'un des éléments de la déclaration	125 euros

A défaut de taxation d'office, le défaut d'envoi ou de remise de la déclaration au service désigné par le Gouvernement, sur support papier ou sous forme dématérialisée, dans le délai légal.

250 euros

2° le paragraphe 2, modifié par l'arrêté du Gouvernement wallon du 5 décembre 2013, est remplacé par ce qui suit :

« § 2. Le service visé à l'article 63, § 2, 1°, du décret est :

1° le directeur de la Direction des instruments économiques de l'Office wallon des déchets pour ce qui concerne les taxes sur les déchets;

2° le directeur de la Direction des outils financiers du Département de l'Environnement et de l'Eau de la Direction générale opérationnelle Agriculture, Ressources naturelles et Environnement pour ce qui concerne les taxes et contributions relatives au financement de la politique de l'eau. »

Art. 21. L'article 23 du même arrêté, modifié en dernier lieu par l'arrêté du Gouvernement wallon du 23 octobre 2014, est complété comme suit :

« - pour l'application des taxes et contributions relatives au financement de la politique de l'eau, le directeur de la Direction des outils financiers du Département de l'Environnement et de l'Eau de la Direction générale opérationnelle Agriculture, Ressources naturelles et Environnement du Service public de Wallonie. »

CHAPITRE III. — Dispositions transitoires et finales

Art. 22. Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*.

Art. 23. La fréquence maximale d'échantillonnage visée à l'annexe XL de la partie réglementaire du Livre II du Code de l'Environnement est ramenée à 6 fois par an pour l'année 2016.

Art. 24. Le Ministre de l'Environnement et le Ministre du Budget sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 3 mars 2016.

Le Ministre-Président,
P. MAGNETTE

Le Ministre de l'Environnement, de l'Aménagement du Territoire,
de la Mobilité et des Transports, des Aéroports et du Bien-être animal,
C. DI ANTONIO

ANNEXE 1

ANNEXE XL

Fréquence de constitution d'échantillons journaliers (24 heures) en fonction de la charge polluante rejetée

Eléments constitutifs de la pollution	Fréquence de constitution d'échantillons journaliers (24hr) en fonction de la charge polluante rejetée.					
	1 fois par an	2 fois par an	4 fois par an	6 fois par an	8 fois par an	12 fois par an
Matières en suspension (kg/j) 1, 4, 5	-	charge < 15	15 ≤ charge < 30	30 ≤ charge < 50	50 ≤ charge < 65	charge ≥ 65
Demande chimique en oxygène décantée 2 heures (kg/j) 1, 4, 5	-	charge < 45	45 ≤ charge < 110	110 ≤ charge < 170	170 ≤ charge < 225	charge ≥ 225
Azote total (kg/j) 1, 4, 5	-	charge < 5	5 ≤ charge < 15	15 ≤ charge < 20	20 ≤ charge < 30	charge ≥ 30
Phosphore total (kg/j) 1, 4, 5	-	charge < 1	1 ≤ charge < 2	2 ≤ charge < 3	3 ≤ charge < 4	charge ≥ 4
Métaux (kg/an) 3, 4, 5	-	charge < 10	10 ≤ charge < 50	50 ≤ charge < 125	125 ≤ charge < 250	charge ≥ 250
Toxicité aiguë (kéq/an) 2	50 ≤ charge toxique < 100 kiloéquitox	100 ≤ charge toxique < 250 kiloéquitox	250 ≤ charge toxique < 10 000 kiloéquitox	-	-	10 000 ≤ charge toxique

1. La fréquence de contrôle des paramètres de base (Matières en suspension, Demande chimique en oxygène décantée deux heures, Azote total, Phosphore total) est la fréquence la plus élevée des fréquences des 4 éléments pris individuellement.

2. Si le nombre d'unités de charge polluante lié au degré de toxicité est inférieur à 50 kiloéquitox/an, il n'y a pas d'obligation de suivi régulier, mais une réévaluation est réalisée tous les cinq ans sur base d'un contrôle trimestriel via un laboratoire agréé. Une réduction de fréquence n'est envisageable que sur base des résultats d'analyse d'échantillons prélevés à une fréquence minimale de 4 fois par an.

3. Pour les métaux, il s'agit de la charge totale cumulée et pondérée des 9 métaux visés à l'article D.262 intervenant dans le calcul de N2. Elle est calculée comme suit : $Q1 [Xi + 0,2Yi + 10Zi]/1\ 000$ avec $Q1$ = volume annuel (m^3/an); Xi = somme des concentrations en mg/l des métaux As, Cr, Cu, Ag; Yi = concentration en zinc (mg/l); Zi = somme des concentrations en mg/l des métaux Cd, Hg, Ni, Pb.

4. L'année de référence à considérer pour les charges à prendre en compte est l'année précédant l'année du déversement. En l'absence de charge de référence, lors de la première année de déversement, la fréquence minimale d'analyse est fixée à 4 fois par an.

5. La charge polluante rejetée est la différence entre la charge sortante et la charge entrante. Le résultat de cette opération ne peut être négatif.

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement wallon du 3 mars 2016 portant exécution du Livre II du Code de l'Environnement constituant le Code de l'Eau en ce qui concerne les mesures diverses liées au financement de la politique de l'eau et modifiant l'arrêté du Gouvernement wallon du 16 novembre 2000 portant exécution du décret du 6 mai 1999 relatif à l'établissement, au recouvrement et au contentieux en matière de taxes régionales wallonnes.

Namur, le 3 mars 2016.

Le Ministre-Président,
P. MAGNETTE

Le Ministre de l'Environnement, de l'Aménagement du Territoire,
de la Mobilité et des Transports, des Aéroports et du Bien-être animal,
C. DI ANTONIO

ANNEXE 2

ANNEXE XLI

Liste des secteurs concernés par la caractérisation écotoxicologique

N° secteur	Libellé du secteur
02	Métallurgie du fer
03	Métallurgie des métaux non-ferreux
04	Ennoblement du textile
05	Blanchisserie
09	Industrie pétrolière
10	Tanneries / Textile
13	Unités de lavage de la laine
14	Industrie du papier et du carton
15	Industrie verrière
19	Traitement de surface / métaux
20	Cokeries
21	Pétrochimie et chimie organique
23	Chimie / Engrais
28	Unités de production de peroxydes
31	Chimie du chlore
32	Fabriques vernis, peintures, encres et pigments
37	Production d'agents de surface
38	Industries graphiques
40	Industries pharmaceutiques
60	Usines de transformation des matières plastiques
80	Unités de production de produits pyrotechniques
83	Fabriques de matières textiles
84	Industries chimiques
86	Industrie du caoutchouc
89	Recyclage et traitement des déchets
90	Centrales électriques

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement wallon du 3 mars 2016 portant exécution du Livre II du Code de l'Environnement constituant le Code de l'Eau en ce qui concerne les mesures diverses liées au financement de la politique de l'eau et modifiant l'arrêté du Gouvernement wallon du 16 novembre 2000 portant exécution du décret du 6 mai 1999 relatif à l'établissement, au recouvrement et au contentieux en matière de taxes régionales wallonnes.

Namur, le 3 mars 2016.

Le Ministre-Président,
P. MAGNETTE

Le Ministre de l'Environnement, de l'Aménagement du Territoire,
de la Mobilité et des Transports, des Aéroports et du Bien-être animal,
C. DI ANTONIO

ÜBERSETZUNG

ÖFFENTLICHER DIENST DER WALLONIE

[2016/201585]

3. MÄRZ 2016 — Erlass der Wallonischen Regierung zur Ausführung des Buches II des Umweltgesetzbuches, welches das Wassergesetzbuch bildet, was die verschiedenen Maßnahmen in Verbindung mit der Finanzierung der Wasserpolitik betrifft, und zur Abänderung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 16. November 2000 zur Ausführung des Dekrets vom 6. Mai 1999 über die Festsetzung, die Beitreibung und die Streitsachen bezüglich der regionalen direkten Abgaben

Die Wallonische Regierung,

Aufgrund des Sondergesetzes vom 8. August 1980 zur Reform der Institutionen, Artikel 20;

Aufgrund des Dekrets vom 6. Mai 1999 über die Festsetzung, die Beitreibung und die Streitsachen bezüglich der regionalen direkten Abgaben, Artikel 2, Artikel 4 Ziffer 1, Artikel 6, ersetzt durch das Dekret vom 19. September 2013, Artikel 10, ersetzt durch das Dekret vom 19. September 2013, Artikel 11, ersetzt durch das Dekret vom 19. September 2013, Artikel 11*bis*, ersetzt durch das Dekret vom 19. September 2013 und durch das Dekret vom 28. November 2013, Artikel 11*ter*, abgeändert durch das Dekret vom 10. Dezember 2009, Artikel 11*quater*, abgeändert durch das Dekret vom 28. November 2013, Artikel 12, ersetzt durch das Dekret vom 19. September 2013, Artikel 12*bis*, abgeändert durch das Dekret vom 28. November 2013, Artikel 13, abgeändert durch das Dekret vom 22. März 2007, Artikel 14, zuletzt abgeändert durch das Dekret vom 30. April 2009, Artikel 15, ersetzt durch das Dekret vom 10. Dezember 2009, Artikel 16, zuletzt abgeändert durch das Dekret vom 30. April 2009, Artikel 17*bis* § 1, abgeändert durch das Dekret vom 22. März 2007, Artikel 18, eingefügt durch das Dekret vom 12. Dezember 2014, Artikel 18*bis*, abgeändert durch das Dekret vom 10. Dezember 2009, Artikel 19, abgeändert durch das Dekret vom 10. Dezember 2009, Artikel 20*bis*, eingefügt durch das Dekret vom 10. Dezember 2009, Artikel 25 bis 27, zuletzt abgeändert durch das Dekret vom 28. November 2013, Artikel 63, zuletzt abgeändert durch das Dekret vom 12. Dezember 2014, und Artikel 64;

Aufgrund des Buches II des Umweltgesetzbuches, welches das Wassergesetzbuch bildet, Artikel D.174 § 3, abgeändert durch das Dekret vom 7. November 2007, D.229, D.252, D.262, Absatz 3, D.263 § 1 Absatz 3, D.270, D.275 § 2, D.275 § 3, D.278 und D.283, zuletzt abgeändert durch das Dekret vom 12. Dezember 2014 und D.288 § 2 Ziffer 1;

Aufgrund des verordnungsrechtlichen Teils des Buches II des Umweltgesetzbuches, welches das Wassergesetzbuch bildet;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 16. November 2000 zur Ausführung des Dekrets vom 6. Mai 1999 über die Festsetzung, die Beitreibung und die Streitsachen bezüglich der wallonischen regionalen Abgaben;

Aufgrund des Berichts vom 16. Juli 2015 zur Beurteilung der Auswirkungen der Maßnahmen auf die jeweilige Situation der Männer und Frauen;

Aufgrund des am 14. September 2015 abgegebenen Gutachtens des Beratungsausschusses für Wasser;

Aufgrund des am 6. Mai 2015 abgegebenen Gutachtens der Finanzinspektors;

Aufgrund des am 16. Juli 2015 gegebenen Einverständnisses des Ministers des Haushalts;

Aufgrund des am 21. Dezember 2015 in Anwendung des Artikels 84 § 1 Absatz 1 Ziffer 2 der am 12. Januar 1973 koordinierten Gesetze über den Staatsrat abgegebenen Gutachtens Nr. 58.540/4 des Staatsrats;

Aufgrund des am 14. September 2015 abgegebenen Gutachtens der Vereinigung der Städte und Gemeinden der Wallonie;

Auf Vorschlag des Ministers für Umwelt;

Nach Beratung,

Beschließt:

KAPITEL I — Abänderungen des verordnungsrechtlichen Teils des Buches II des Umweltgesetzbuches, welches das Wassergesetzbuch bildet

Artikel 1 - In Artikel R.308*bis* des Buches II des wallonischen verordnungsrechtlichen Umweltgesetzbuches, welches das Wassergesetzbuch bildet, wird ein Gedankenstrich mit folgendem Wortlaut hinzugefügt:

«- Rate der uneinbringlichen Forderungen: das Verhältnis zwischen dem Gesamtbetrag der Nettozuführungen zu Rückstellungen für Wertminderungen bei den Forderungen aus dem Wasserverkauf und der im Laufe desselben Jahres als uneinbringlich eingestuftten Forderungen einerseits und dem Umsatz "Wasserrechnung" des Jahres (TKV, TKAR, Sozialfonds, Miete des Zählers) andererseits.»

Art. 2 - In Teil III Titel II des verordnungsrechtlichen Teils des Buches II des Umweltgesetzbuches, welches das Wassergesetzbuch bildet, werden die Kapitel III bis VI, die die Artikel R.321 bis R.385 enthalten, durch das Folgende ersetzt:

«KAPITEL III — Festsetzung und Erhebung der Steuer und der Abgabe für die Entnahme von zu Trinkwasser aufbereitablem und nicht zu Trinkwasser aufbereitablem Wasser

Art. R.321 - Die Muster für die Erklärung über die Volumen und Anwendungen des erzeugten oder entnommenen Wassers werden von dem Minister, zu dessen Zuständigkeitsbereich das Wasser gehört, festgesetzt.

Der Minister, zu dessen Zuständigkeitsbereich die Wasserpolitik gehört, wird zur Festsetzung der Bedingungen, unter denen der Steuer- bzw. Abgabepflichtige seine Erklärung auf elektronischem Weg abgeben kann, befugt.

Art. R.322 - Wenn der Betrag der Anzahlungen unter 250 Euro liegt, darf deren Einzahlung auf das Datum der Zahlung des Restbetrags der Steuer bzw. der Abgabe verschoben werden.

KAPITEL IV — Festlegung der Abgabe für die Einleitung von industriellem Abwasser und der Abgabe für die Einleitung von Haushaltsabwasser

Abschnitt 1 — Definitionen

Art. R.323 - Im Sinne des vorliegenden Kapitels gelten folgende Definitionen:

1° die Verwaltung: die Abteilung Umwelt und Wasser der operativen Generaldirektion Landwirtschaft, Naturschätze und Umwelt des Öffentlichen Dienstes der Wallonie;

2° der Minister: der Minister, zu dessen Zuständigkeitsbereich die Wasserpolitik gehört;

3° zugelassenes Labor: das aufgrund von Artikel D.147 von Buch I des Umweltgesetzbuches zugelassene Labor oder das Referenzlabor der Wallonischen Region;

4° Selbstüberwachung: die durch die Einrichtung selbst in ihren eigenen Ausrüstungen oder durch ein von ihr bestelltes Labor durchgeführten Messungen;

5° Überwachung: die durch ein zugelassenes Labor für Rechnung einer Einrichtung durchgeführten Messungen.

Abschnitt 2 — Festsetzung der Abgabe für die Einleitung von Haushaltsabwasser

Art. R.324 - Das Erklärungsformular wird von dem Minister festgelegt.

Der in Absatz 1 erwähnten Erklärung wird von Rechts wegen die vollständige und gültige Erklärung bezüglich der Abgabe für die Einleitung von industriellem Abwasser gleichgestellt, vorausgesetzt, dass sie innerhalb der in Artikel D.279 genannten Frist bei der Verwaltung eintrifft.

Der Minister wird zur Festsetzung der Bedingungen, unter denen der Abgabepflichtige seine Erklärung auf elektronischem Weg abgeben kann, befugt.

Abschnitt 3 — Festsetzung der Abgabe für die Einleitung von industriellem Abwasser

Unterabschnitt 1 — Erklärungsformular zur Abgabe für die Einleitung von industriellem Abwasser

Art. R.325 - Das Muster des Erklärungsformulars, einschließlich der spezifischen Muster für die Sektoren Krankenhäuser, Schwimmbäder und Fischzuchtanlagen, wird von dem Minister festgelegt.

Der Minister wird zur Festsetzung der Bedingungen, unter denen der Abgabepflichtige seine Erklärung auf elektronischem Weg abgeben kann, befugt.

Unterabschnitt 2 — Technische Modalitäten für die Bestimmung der tatsächlichen Durchschnittswerte der Parameter, die bei der Berechnung der Abgabe für die Einleitung von industriellem Abwasser eine Rolle spielen, und für die Überwachung

A. Probenahme und Erhebungskampagnen

Art. R.326 - § 1 - Für die Bestimmung der tatsächlichen Durchschnittswerte der Parameter zur Festlegung der Abgabe ist der Abgabepflichtige verpflichtet, Probenahmen im Verhältnis zur Menge des während einer Periode von mindestens 24 Stunden eingeleiteten industriellen Abwassers und nach einer in Anhang XL detaillierten Mindesthäufigkeit der Probenahmen vornehmen zu lassen.

Wenn in der Umweltgenehmigung oder in der Sektorenbedingung, die auf die Einleitung des Abwassers anwendbar ist, eine höhere Häufigkeit der Probenahmen vorgeschrieben ist, so wird Letztere angewandt.

§ 2 - Die Probenahmen werden zu Lasten des Abgabepflichtigen an den in der Umweltgenehmigung festgelegten Kontrollstellen durch ein zugelassenes Labor durchgeführt.

Das Labor darf die dem Unternehmen gehörenden Ausrüstungen zu diesem Zweck verwenden, unter der Voraussetzung, dass die fehlerfreie Funktion dieser Ausrüstungen durch ein zugelassenes Labor im Voraus geprüft worden ist, und dass das Labor das Probenahmegerät während des Probenahmeverfahrens versiegelt.

§ 3 - Die auf Antrag einer Dienststelle der Verwaltung durch ein zugelassenes Labor durchgeführten Probenahmen dürfen nicht in der in Anwendung von Absatz 1 dem Abgabepflichtigen vorgeschriebenen Häufigkeit der Probenahmen mitgerechnet werden.

§ 4 - In Abweichung von Paragraph 1

1° werden die Dauer und die Häufigkeit der Probenahmen je nach Fall durch die Verwaltung bestimmt, wenn die Art und das Volumen der Einleitungen im Laufe eines Erzeugungszyklus variieren; in diesem Fall ist die Dauer der Probenahme höher als 24 Stunden und entspricht sie mindestens einem ganzen Zyklus, einschließlich der Zwischenperioden der Wartung und der Reinigung;

2° kann die Verwaltung infolge größerer Schwankungen des eingeleiteten Volumens oder der Qualität des eingeleiteten Wassers eine höhere Häufigkeit auferlegen;

3° darf eine Sofortprobe vorbehaltlich des vorherigen Einverständnisses der Verwaltung zugelassen werden, wenn der Abgabepflichtige die sehr ständige Qualität der Ableitung nachweist, und wenn bei einer Behandlung durch Unterbrechung des Abflusses eine repräsentative Sofortprobe vor dem Ableiten des enthaltenen Wassers entnommen wird;

4° kann der Abgabepflichtige eine zeitabhängige Probenahme vornehmen, wenn die Probenahme im Verhältnis zur Abflussmenge technisch nicht möglich ist, oder wenn die Vorgänge zur Abwasserbehandlung die Homogenisierung der Abwässer bewirken.

In den in Absatz 1 Ziffer 1 und 2 genannten Fällen werden die von der Verwaltung getroffenen Beschlüsse dem Abgabepflichtigen vor dem 30. September des Jahres vor der Entnahme gemäß einem der in Artikel R.328 § 4 erwähnten Kommunikationsmittel schriftlich übermittelt werden.

In dem in Absatz 1 Ziffer 3 genannten Fall ist zum Erhalt der Zustimmung der Verwaltung das in Artikel R.328 § 3 vorgesehene Verfahren anzuwenden.

In den in Absatz 1 Ziffer 4 genannten Fällen werden in dem Analysebericht des zugelassenen Labors das angewandte Probenahmeverfahren und der Grundsatz zur Schätzung der Abflussmenge angegeben und gerechtfertigt.

§ 5. Falls die Probenahme nicht nach den in Paragraph 1 beschriebenen Vorschriften vorgenommen werden kann, ersucht der Abgabepflichtige die vorherige schriftliche Zustimmung der Verwaltung nach dem in Artikel R.328 § 3 erwähnten Verfahren und gibt dabei die Begründungen oder angetroffenen Schwierigkeiten und die in Betracht gezogenen technischen Lösungen an.

§ 6. Wenn die Häufigkeit der Überwachung eine oder zwei Proben pro Jahr ist, wird die Probenahme im Laufe der Monate der höchsten Aktivität des Jahres durchgeführt, während deren vernünftigerweise vorgesehen werden kann, dass die eingeleitete Schadstoffbelastung am höchsten ist, oder während deren die Tätigkeit des Betriebs am größten ist. Wenn der Betrieb mehrere Abteilungen umfasst, deren Tätigkeit und Zeitraum, innerhalb dessen diese Tätigkeit ausgeübt wird, deutlich getrennt sind, ist der Begriff des Monats der höchsten Aktivität auf jede Abteilung anwendbar.

§ 7. Die anzuwendenden Methoden für die Probenahme, für die Aufbewahrung und den Transport der Proben sind diejenigen, die vom wissenschaftlichen Institut öffentlichen Dienstes ("Institut scientifique de Service public") genehmigt werden.

Art. R.327 - § 1 - Mindestens acht Werktage vor der in Artikel R.326 § 2 erwähnten Probenahme teilt das von dem Abgabepflichtigen bevollmächtigte zugelassene Labor der Verwaltung per einfache Post oder auf elektronischem Wege den Ort, das Datum und die Zeit des Anfangs der Probenahme mit, damit die Verwaltung ggf. einen Vertreter entsenden kann.

§ 2 - Zumindest am Anfang und am Ende der Probenahme verzeichnet der Abgabepflichtige unter Aufsicht des Verantwortlichen des zugelassenen Labors oder des Vertreters der Verwaltung die Werte des Wasservolumens, das anhand der an den Wasserversorgungs- und Abwasserleitungen installierten Zählvorrichtungen gemessen wird und gegebenenfalls führt er Messungen des Wasserpegels in den verschiedenen Behältern aus, oder sammelt er jegliche andere Information im Hinblick auf die korrekte Einschätzung der verschiedenen Ströme.

Aus eigener Initiative teilt der Abgabepflichtige dem Verantwortlichen des zugelassenen Labors die zur Festlegung der Abgabe notwendigen Produktionszahlen des Unternehmens während der Entnahmepériode mit, sowie jegliche andere Information im Hinblick die korrekte Einschätzung des repräsentativen Charakters des während dieser Periode eingeleiteten Abwassers.

Die in Absatz 1 und 2 genannten Daten werden dem Bericht des zugelassenen Labors beigelegt. Der Abgabepflichtige legt den vollständigen Bericht des zugelassenen Labors der Erklärung, die er der Verwaltung gemäß Artikel D.278 zuschickt, bei.

Das zugelassene Labor schickt der Verwaltung unmittelbar auf elektronischem Wege eine Abschrift des Analyseberichts für jede Entnahme und alle technischen Bemerkungen und verschiedenen Beobachtungen, die die Ordnungsmäßigkeit der Entnahme bescheinigen und zur guten Auslegung der Ergebnisse nützlich sind.

§ 3 - Während der ganzen Dauer der Probeentnahme führt der Vertreter der Verwaltung alle Kontrollen durch, die er als erforderlich betrachtet, und teilt gegebenenfalls dem Verantwortlichen des Labors alle zum reibungslosen Verlauf der Probeentnahmetätigkeiten nützlichen Anweisungen mit.

B. Bestimmung der Parameterwerte

Art. R.328 - § 1 - Die Analysen werden gemäß den vom ISSEP genehmigten Verfahren durchgeführt.

§ 2 - Alle getätigten Analysen beziehen sich auf die gesamten Parameter, anhand deren N1, N2 und N3 berechnet werden können. Wenn der Abgabepflichtige den Beweis beibringt, dass aufgrund der Eigenart der Produkte und der im Unternehmen angewandten Verfahren die Werte mancher Parameter nur gleich Null oder der Wahnehmungsschwelle nahe sein können, kann er der Verwaltung einen schriftlichen Antrag zuschicken, um von der Bestimmung der Werte dieser Parameter befreit zu werden. Wenn neue, mit der Produktion, den Verfahren oder den Kläranlagen verbundene Elemente eine Veränderung der Ableitungsbedingungen verursachen können, so benachrichtigt der Abgabepflichtige die Verwaltung davon. Wenn diese angesichts dieser Elemente erachtet, dass die Befreiung nicht mehr gerechtfertigt ist, so beschließt sie deren Abschaffung.

§ 3 - Der Antrag auf Befreiung wird mit Gründen versehen und mit einem in Paragraph 4 vorgesehenen Kommunikationsmittel vor dem 30. September des Jahres vor dem Jahr der Entnahme schriftlich übermittelt. Die Verwaltung übermittelt dem Abgabepflichtigen mit einem in § 4 vorgesehenen Kommunikationsmittel eine Empfangsbestätigung des Antrags innerhalb von zehn Tagen nach dem Sendedatum oder der Übermittlung des Befreiungsantrags. Der Beschluss der Verwaltung wird dem Abgabepflichtigen spätestens am 30. Dezember des Jahres vor dem Jahr der Entnahme gemäß einem in § 4 vorgesehenen Kommunikationsmittel mitgeteilt.

§ 4 - Die folgenden Kommunikationsmittel werden für die in Paragraph 3 erwähnten Notifizierungen und Sendungen verwendet:

1° Einschreibesendung mit Empfangsbestätigung;

2° Anwendung jedes einer Einschreibesendung ähnlichen Verfahrens, mit dem das Versand- und das Empfangsdatum der Akte sicher feststehen;

3° Aushändigung gegen Abnahmebescheinigung;

4° elektronische Post, wenn das Verfahren entmaterialisiert ist, gemäß den von dem Minister festgelegten Modalitäten und Bedingungen.

Art. R.329. § 1 - Die Durchflussmessung erfolgt ununterbrochen über einen Zeitraum, der dem Zeitraum der Entnahme entspricht, gemäß den geltenden Normen und im Einklang mit den technischen Vorschriften der Hersteller der Messsysteme.

§ 2 - Wenn die Einrichtung über ein System zur kontinuierlichen Durchflussmessung verfügt, kann dieses System durch das zugelassene Labor benutzt werden; dieses vergewissert sich der Gültigkeit der registrierten Messungen.

§ 3 - Der Abgabepflichtige sorgt für die messtechnische Überwachung seiner Messgeräte nach der von dem Hersteller empfohlenen Häufigkeit. Eine Bescheinigung über die Funktionsfähigkeit wird zur Verfügung der Verwaltung gehalten.

§ 4 - Wenn der erlaubte Tagesabfluss 100 m³ übersteigt, wird die abgeleitete Abflussmenge kontinuierlich gemessen. Die Vorrichtungen zur Messung der Abflussmenge sind mit einem Aufnahmegerät oder einem Datenerfassungssystem mit einem Tagesabfluss-Gesamtzähler ausgerüstet. Zusammenfassende Tabellen pro Monat und pro Jahr über diese Daten werden der jährlichen Erklärung beigelegt.

§ 5 - Falls die Entnahmekammer die Installation eines kontinuierlichen Messsystems nicht ermöglicht, und sofern die täglich eingeleitete Wassermenge nicht mehr als 100 m³/T beträgt, kann die bei Durchführung der Probenahme eingeleitete Abflussmenge anhand des während der Entnahmepériode verzeichneten Wasserverbrauchs schätzungsweise berechnet werden. Das zugelassene Labor erläutert das Schätzungsprinzip in seinem Analysebericht.

Art. R.330 - § 1 - Der in Artikel D.262 definierte Ökotoxizitätsparameter "TU" kommt zustande, wenn der Abgabepflichtige zu dem oder den in der Anlage XLI erwähnten Tätigkeitssektor(en) gehört. Die Analyse dieses Ökotoxizitätsparameters wird von einem zugelassenen Labor durchgeführt.

§ 2 - Das in Paragraph 1 erwähnte zugelassene Labor wendet die folgenden Analysemethoden an:

1° entweder eine Methode mit vorgefertigtem Testmaterial, die aus ruhenden Eiern geschlüpfte Daphnien benutzt;

2° oder eine konventionelle Methode, die Daphnien aus eigener Zucht benutzt.

§ 3 - Das in einer der drei Kategorien A, B oder C der Anlage IX zum Buch I des Umweltgesetzbuches zugelassene Laboratorium wird für die in Paragraph 2 Ziffer 1 beschriebene Methode zugelassen, sofern es eine Bescheinigung verschafft zum Nachweis des Abschlusses einer vom Referenzlaboratorium des "ISSEP" organisierten Ausbildung und der regelmäßigen Teilnahme an Laborringversuchen, die von Einrichtungen zustande gebracht werden, die für die Organisation dieser Art Versuche akkreditiert sind.

Art. R.331 - § 1 - Was die Ermittlung der Schadstoffbelastung N4 betrifft, entspricht der auf die jährliche Kühlwassermenge angewandte mittlere Temperaturunterschied dem Unterschied zwischen der mittleren Temperatur des eingeleiteten Wassers und der mittleren Temperatur des entnommenen Wassers, so wie sie auf der Grundlage einer kontinuierlichen Temperaturmessung ermittelt werden. Der Unterschied kann auch dem arithmetischen Mittel der jede Stunde gemessenen Unterschiede zwischen diesen beiden Temperaturen entsprechen.

§ 2 - Der Abgabepflichtige, der Kühlwasser einleitet, führt die in Paragraph 1 genannten Messungen unter Beachtung der Anweisungen der Verwaltung durch.

Art. R.332 - Die Verwaltung kann darauf verzichten, die in einer besonderen Verschmutzungsperiode verzeichneten Werte zu berücksichtigen, wenn diese einen offensichtlich zufälligen, einmaligen und kurzfristigen Charakter aufweist und nicht auf fortwährende Fahrlässigkeit des Abgabepflichtigen zurückzuführen ist.

C. Modalitäten zur Berücksichtigung der Parameter

Art. R.333 - § 1. Wenn die Verwaltung über das Ergebnis der Analysen verfügt, die an mehreren Proben durchgeführt wurden, die für ausreichend repräsentativ erachtet und zu verschiedenen Zeiten an ein und derselben Einleitungsstelle genommen worden sind, wird die Schadstoffbelastung N1 auf der Grundlage der mittleren Tagesabflussmenge und des Mittelwerts der gemessenen Werte für die Parameter "Schwebstoffe" (MS) und "Chemischer Sauerstoffbedarf nach zweistündiger Absetzzeit" (D.C.O.) ermittelt.

Wenn die im Laufe der Entnahmeperioden eingeleitete Wassermenge gemessen worden ist, berücksichtigt die Verwaltung den gewichteten Mittelwert der gemessenen Werte für die in Absatz 1 genannten Parameter, wobei jedem dieser Werte ein Gewicht zugeteilt wird, das zur eingeleiteten Wassermenge im Verhältnis steht.

Fehlen eine oder mehrere Messdaten der im Laufe der Entnahmeperioden eingeleiteten Wassermenge, so wird die Schadstoffbelastung N1 auf der Grundlage der mittleren Tagesabflussmenge und des arithmetischen Mittels der in Absatz 1 genannten Parameter ermittelt.

Wird N1 auf der Grundlage von einer und zwei jährlichen Proben errechnet, so entspricht die mittlere Tagesabflussmenge der mittleren Abflussmenge der repräsentativen Proben. Die mittlere Tagesabflussmenge ist für den Monat des Jahres mit dem höchsten Betrieb repräsentativ und unterschreitet auf keinen Fall die Jahresabflussmenge, geteilt durch die Anzahl der angemeldeten Einleitungstage.

Wird N1 auf der Grundlage von mehr als zwei Proben errechnet, so entspricht die mittlere Tagesabflussmenge der Jahresabflussmenge, geteilt durch die Anzahl der angemeldeten Einleitungstage.

§ 2 - Die Schadstoffbelastungen N1 werden separat für jede Einleitungsstelle errechnet. Zählt das Unternehmen jedoch mehrere Einleitungsstellen von Industrieabwasser und darunter mindestens eine, wo während weniger als 225 Tage jährlich Abwasser eingeleitet wird, so wird jede Einleitungsstelle dieser Art als eine Wassereinleitungsstelle mit denselben Merkmalen angesehen, an der an ebenso viel Tagen Abwasser eingeleitet wie die Anzahl Tage, an denen jedes Jahr irgendein Einleiten festgestellt wurde.

§ 3 - Wird Abwasser in Zeiten von keinem oder vermindertem Betrieb des Unternehmens eingeleitet, in denen die Tageseinleitmenge weniger als zehn Prozent der mittleren Tageseinleitmenge der üblichen Betriebsperioden des Unternehmens entspricht, so kann die Verwaltung darauf verzichten, die außerhalb der üblichen Betriebsperiode des Unternehmens eingeleitete Menge zur Ermittlung der Schadstoffbelastung N1 zu berücksichtigen.

Art. R.334 - Wenn die Verwaltung über das Ergebnis der Analysen verfügt, die an mehreren Proben durchgeführt wurden, die zu verschiedenen Zeiten an ein und derselben Einleitungsstelle genommen worden sind, werden die Schadstoffbelastungen N2 und N3 sowie die Giftstoffbelastung N5 auf der Grundlage der Jahreseinleitmenge von Industrieabwasser und des arithmetischen Mittelwerts der gemessenen Werte für die Parameter "Schwermetalle, Nährstoffe und Ökotoxizität" ermittelt.

Wurde eine Messung der im Laufe der Entnahmeperioden eingeleiteten Mengen durchgeführt, so berücksichtigt die Verwaltung den nach den jeweiligen Einleitmengen der Messwerte für diese Parameter gewichteten Mittelwert.

Die Schadstoffbelastungen N2, N3, N4 sowie die mit dem Toxizitätsgrad verbundene Schadstoffbelastung N5 erhält man durch Addierung der entsprechenden Belastungen von jeder Einleitungsstelle, welche nach der in Artikel D.262 festgelegten Formel ermittelt werden.

Art. R.335 - § 1 - Den Abgabepflichtigen, die einem internen Überwachungsplan der Umweltverpflichtungen unterliegen, kann die Verwaltung erlauben, die in diesem Rahmen durchgeführten Analysen unter den nachstehenden Bedingungen zu benutzen:

- a) Die Analysen müssen sich auf die in Artikel D.262 genannten Parameter beziehen;
- b) Die Vorschriften bezüglich der in Punkt 326 § 1 erwähnten Probenahme und Analysen müssen beachtet werden;
- c) Die berücksichtigte Häufigkeit der Analysen darf nicht die in Artikel R.326 § 1 vorgesehene Mindesthäufigkeit der Probenahme unterschreiten.

Wenn es dem Abgabepflichtigen erlaubt wird, diese Analysen zu benutzen, dann muss er in seiner Erklärung sämtliche in seinem internen Überwachungsplan der Umweltverpflichtungen vorgesehenen Analysen angeben, die sich auf die Besteuerungsparameter beziehen, wobei die Mindesthäufigkeit der Analyse durch ein zugelassenes Labor wenigstens zweimal jährlich sein muss.

Unterabschnitt 3 — Allgemeinbestimmungen

Art. R.336 - Die Werte Q, Q1, Q2, MS und DCO, die bei der Berechnung der Schadstoffbelastungen direkt mit einbezogen und in den laut Artikel D.262 bezeichneten Einheiten ausgedrückt sind, werden auf die nächst höhere ganze Zahl aufgerundet.

Die Werte N, P, TU und dt, die bei der Berechnung der Schadstoffbelastungen direkt mit einbezogen und in den laut Artikel D.262 bezeichneten Einheiten ausgedrückt sind, werden auf die nächst höhere Dezimalstelle aufgerundet.

Der Wert d, eine dimensionslose Zahl, die bei der Berechnung von N1 direkt mit einbezogen ist, sowie die in Belastungseinheiten ausgedrückten Werte N1, N2, N3, N4 und N5 werden auf die nächste zweite Dezimalstelle aufgerundet.

Die Werte Xi, Yi und Zi, die bei der Berechnung der Schadstoffbelastungen direkt mit einbezogen und in den laut Artikel D.262 bezeichneten Einheiten ausgedrückt sind, werden auf die nächste dritte Dezimalstelle aufgerundet.

Die in Euro ausgedrückten Beträge der Abgabe werden auf den nächst höheren Cent aufgerundet.

KAPITEL V — Durch landwirtschaftliche Betriebe verursachte Umweltbelastungen

Abschnitt 1

Festlegung der Abgabe für die durch landwirtschaftliche Betriebe verursachten Umweltbelastungen

Art. R.337 - Der Abgabepflichtige reicht eine Erklärung nach dem vom Minister, zu dessen Zuständigkeitsbereich die Wasserpolitik gehört, festgelegten Formular ein.

Der Minister ist befugt, die Voraussetzungen, unter denen der Abgabepflichtige seine Erklärung elektronisch abgeben kann, festzulegen.

Art. 3 - In Teil III, Titel II desselben Gesetzbuches wird die Überschrift von Kapitel VI durch Folgendes ersetzt:

«KAPITEL VI — *Bedingungen für die Befreiung oder Rückerstattung der Abgabe für die Einleitung von Haushaltsabwasser oder des tatsächlichen Kostenpreises für die Abwasserreinigung (TKAR) und Modalitäten für den Antrag*»

Art. 4 - In Titel II, Teil III, Kapitel VI desselben Gesetzbuches wird ein Artikel R.389/1 mit dem folgenden Wortlaut eingefügt:

«Art. R.389/1 - Der mit der Beitreibung beauftragte Beamte erstattet von Amts wegen die Beträge, auf die ein Abgabepflichtiger in Anwendung von Artikel D.270 wegen unrechtmäßiger Zahlung der Abgaben für Haushaltsabwasser Anspruch hat, binnen drei Monaten nach Einsendung der Akte durch die Abteilung Umwelt und Wasser der operativen Generaldirektion Landwirtschaft, Naturschätze und Umwelt des öffentlichen Dienstes der Wallonie, dies unter Vorbehalt des Zahlungsbelegs für die Beträge, deren Rückerstattung verlangt wird.»

Art. 5 - Zwischen Artikel R.389/1, eingefügt durch Artikel 3, und Artikel R.390 desselben Gesetzbuches wird ein Kapitel *Vibis*, das die Artikel R.389/2 bis R.389/5 umfasst, mit folgendem Wortlaut eingefügt:

«KAPITEL *Vibis* — *Modalitäten für die Befreiung des tatsächlichen Kostenpreises für die Abwasserreinigung (TKAR) in Anwendung von Artikel D.229 Ziffer 2 und 3*»

Art. R.389/2 - § 1 - Die Abteilung Umwelt und Wasser der operativen Generaldirektion Landwirtschaft, Naturschätze und Umwelt des öffentlichen Dienstes der Wallonie richtet an jeden betroffenen Versorger und an die Öffentliche Gesellschaft für Wasserbewirtschaftung (S.P.G.E.) eine Meldung, in der ihnen mitgeteilt wird, dass der in Artikel D.229 Ziffer 2 angeführte und an ihr Netz angeschlossene Abgabepflichtige von der Abgabe befreit ist, unter Angabe des bzw. der betroffenen Versorgungspunkt(s/e) und des Datums, ab dem die Befreiung festgestellt wird.

Diese Meldung gilt als Anweisung, den TKAR bei den betreffenden Abgabepflichtigen nicht mehr einzuziehen, und bleibt gültig, solange keine neue Anweisung erteilt wird. Die Anweisung wird schriftlich auf elektronischem Wege erteilt und der Veranlagungsakte beigefügt.

Die Anweisung tritt nach Ablauf eines Monats ab Einsendung ein.

§ 2 - Die Rückerstattung des vor der Anweisung unrechtmäßig eingezogenen TKAR erfolgt bei der ersten Endabrechnung nach der in Paragraph 1 genannten Anweisung.

Art. R.389/3 - § 1 - Die Abteilung Umwelt und Wasser der operativen Generaldirektion Landwirtschaft, Naturschätze und Umwelt des öffentlichen Dienstes der Wallonie richtet an jeden betroffenen Versorger und an die Öffentliche Gesellschaft für Wasserbewirtschaftung (S.P.G.E.) eine Meldung, in der ihnen mitgeteilt wird, dass der an ihr Netz angeschlossene Abgabepflichtige nicht mehr von der Abgabe befreit ist, unter Angabe des bzw. der betroffenen Versorgungspunkt(s/e) und des Datums, ab dem diese Meldung gilt. Diese Meldung gilt als Anweisung, den TKAR bei den darin genannten Abgabepflichtigen einzuziehen. Die Anweisung wird schriftlich auf elektronischem Wege erteilt und der Veranlagungsakte beigefügt. Die Anweisung gilt nach Ablauf eines Monats ab Einsendung der Meldung als eingetreten und bleibt gültig solange keine neue Anweisung erteilt wird.

§ 2 - Die Rückforderung des nicht eingezogenen TKAR erfolgt bei der ersten Endabrechnung nach der in Paragraph 1 genannten Anweisung.

Art. R.389/4 - Bei der Festlegung der jährlichen Abgabe aktualisiert der in Artikel R.389/2 und R.389/3 genannte Verwaltungsdienst die Daten und richtet an den Versorger und an die Öffentliche Gesellschaft für Wasserbewirtschaftung (S.P.G.E.) eine Meldung mit Angabe des durch den Versorger zurückzuerstattenden TKAR sowie der für den Besteuerungszeitraum dem TKAR zu unterwerfenden Wassermenge und, gegebenenfalls, der anderen Versorgungspunkte, die von der in Artikel R.389/2 und R.389/3 genannten Anweisung betroffen sind. Die Anweisung wird schriftlich auf elektronischem Wege erteilt und der Veranlagungsakte beigefügt. Die Anweisung gilt nach Ablauf eines Monats ab Einsendung der Meldung als eingetreten.

Art. R.389/5 - § 1 - Was die Abgabepflichtigen betrifft, die der Abgabe für die durch landwirtschaftliche Betriebe verursachten Umweltbelastungen unterliegen, übermittelt die Abteilung Umwelt und Wasser der operativen Generaldirektion Landwirtschaft, Naturschätze und Umwelt des öffentlichen Dienstes der Wallonie der Öffentlichen Gesellschaft für Wasserbewirtschaftung (S.P.G.E.) auf elektronischem Wege eine jährliche Auflistung der Abgabepflichtigen samt deren Kontaktdaten. Die Öffentliche Gesellschaft für Wasserbewirtschaftung (S.P.G.E.) richtet an den Versorger eine Meldung, in der ihm mitgeteilt wird, dass der Abgabepflichtige Anspruch auf die in Artikel D.229 Ziffer 3 genannte Befreiung hat. Diese Meldung gilt als Anweisung, den TKAR bei den Abgabepflichtigen nicht mehr einzuziehen, und bleibt gültig, solange keine neue Anweisung erteilt wird.

Die Anweisung wird schriftlich auf elektronischem Wege erteilt.

Die Anweisung tritt nach Ablauf eines Monats ab Einsendung ein.

§ 2 - Die Rückerstattung des vor der Anweisung unrechtmäßig eingezogenen TKAR, mit Ausnahme der bereits in Rechnung gestellten Pauschalmenge von 90 m³, erfolgt bei der ersten Endabrechnung nach der in Paragraph 1 genannten Anweisung.»

Art. 6 - In Artikel R.418, R.419 und R.421 desselben Gesetzbuches werden die Wörter "Fonds für den Schutz des aufbereitbaren Wassers" durch die Wörter "Fonds für den Umweltschutz, Abteilung Wasserschutz" ersetzt.

Art. 7 - In Teil III, Titel II wird Kapitel XI desselben Gesetzbuches, mit den Artikeln R.429 bis R.435, aufgehoben.

Art. 8 - Die Anlage XXXIX zu demselben Gesetzbuch wird außer Kraft gesetzt.

Art. 9 - Die Anlage XL zu demselben Gesetzbuch wird durch die als Anhang 1 zum vorliegenden Erlass beigefügte Anlage XL ersetzt.

Art. 10 - Anlage XLI zu demselben Gesetzbuch wird durch die als Anhang 2 zum vorliegenden Erlass beigefügte Anlage XLI ersetzt.

KAPITEL II — *Abänderungen des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 16. November 2000 zur Ausführung des Dekrets vom 6. Mai 1999 über die Festsetzung, die Beitreibung und die Streitsachen bezüglich der wallonischen regionalen Abgaben*

Art. 11 - Artikel 3 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 16. November 2000 zur Ausführung des Dekrets vom 6. Mai 1999 über die Festsetzung, die Beitreibung und die Streitsachen bezüglich der regionalen direkten Abgaben, zuletzt abgeändert durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 23. Oktober 2014, wird um eine Ziffer 5 mit folgendem Wortlaut ergänzt:

«5° zur Anwendung der Steuern und Abgaben bezüglich der Finanzierung der Wasserpolitik, die Beamten der Abteilung Umwelt und Wasser der operativen Generaldirektion Landwirtschaft, Naturschätze und Umwelt des Öffentlichen Dienstes der Wallonie.»

Art. 12 - Artikel 4 desselben Erlasses, zuletzt abgeändert durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 23. Oktober 2014, wird um einen Paragraphen 5 mit folgendem Wortlaut ergänzt:

«§ 5 - Die in Artikel D.278 des Buches II des Umweltgesetzbuches, welches das Wassergesetzbuch bildet, erwähnten Erklärungsmuster werden vom Minister, zu dessen Zuständigkeitsbereich die Wasserpolitik gehört, festgelegt.»

Art. 13 - Artikel 5 desselben Erlasses, zuletzt abgeändert durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 23. Oktober 2014, wird um eine Ziffer 5 mit folgendem Wortlaut ergänzt:

«5° zur Anwendung der Steuern und Abgaben bezüglich der Finanzierung der Wasserpolitik, die Abteilung Umwelt und Wasser der operativen Generaldirektion Landwirtschaft, Naturschätze und Umwelt des Öffentlichen Dienstes der Wallonie.»

Art. 14 - Artikel 6 desselben Erlasses, ersetzt durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 22. Dezember 2009 und abgeändert durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 23. Oktober 2014, wird um eine Ziffer 8 mit folgendem Wortlaut ergänzt:

«8° zur Anwendung der Steuern und Abgaben bezüglich der Finanzierung der Wasserpolitik, die operative Generaldirektion Landwirtschaft, Naturschätze und Umwelt des Öffentlichen Dienstes der Wallonie.»

Art. 15 - Artikel 6*bis* desselben Erlasses, eingefügt durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 22. Dezember 2009, wird um einen Absatz mit folgendem Wortlaut ergänzt:

«In Abweichung von Absatz 1 ist der in Artikel D.12*bis* desselben Dekrets erwähnte Beamte für die in Artikel D.406 des Buches II des Umweltgesetzbuches, welches das Wassergesetzbuch bildet, erwähnten Verstöße der aufgrund des Buches I des Umweltgesetzbuches ernannte sanktionierende Beamte.»

Art. 16 - In Artikel 7 desselben Erlasses, zuletzt abgeändert durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 23. Oktober 2014, wird ein dritter Absatz mit folgendem Wortlaut hinzugefügt:

«Dieser Artikel findet keine Anwendung auf die Steuern und Abgaben bezüglich der Finanzierung der Wasserpolitik.»

Art. 17 - Artikel 8 desselben Erlasses, zuletzt abgeändert durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 23. Oktober 2014, wird um eine Ziffer 7 mit folgendem Wortlaut ergänzt:

«7° zur Anwendung der Steuern und Abgaben bezüglich der Finanzierung der Wasserpolitik, die Abteilung Umwelt und Wasser der operativen Generaldirektion Landwirtschaft, Naturschätze und Umwelt des Öffentlichen Dienstes der Wallonie.»

Art. 18 - Artikel 9 desselben Erlasses, zuletzt abgeändert durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 23. Oktober 2014, wird um eine Ziffer 7 mit folgendem Wortlaut ergänzt:

«7° zur Anwendung der Steuern und Abgaben bezüglich der Finanzierung der Wasserpolitik, der Direktor der Direktion Finanzmittel der Abteilung Umwelt und Wasser der operativen Generaldirektion Landwirtschaft, Naturschätze und Umwelt des Öffentlichen Dienstes der Wallonie oder dessen Beauftragter.»

Art. 19 - Artikel 15 desselben Erlasses, zuletzt abgeändert durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 6. Dezember 2007, wird um einen Paragraphen 3 mit folgendem Wortlaut ergänzt:

«§ 3 - In Abweichung von Paragraph 1 wird betrachtet, dass jede Zahlung auf das laufende Konto des Einnehmers mit der Angabe der Art der Steuer oder Abgabe bezüglich der Finanzierung der Wasserpolitik, des spezifischen Artikels der Heberolle oder des in Artikel 3 Ziffer 5 erwähnten Dienstes ungeachtet jeder gegenteiligen Erklärung zur Bereinigung der Steuern und Abgaben bezüglich der Finanzierung der Wasserpolitik verrichtet wird.»

Art. 20 - In Artikel 22*bis* desselben Erlasses, ersetzt durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 5. Dezember 2013, werden folgende Änderungen vorgenommen:

1° Ein Paragraph 1*bis* mit folgendem Wortlaut wird eingefügt:

«§ 1*bis* - Gemäß Artikel 63 § 1 des Dekrets wird die Geldbußenskala für Verstöße gegen die Bestimmungen betreffend die Steuern und Abgaben in Bezug auf die Finanzierung der Wasserpolitik wie folgt festgestellt:

Art des Verstoßes	Höhe der administrativen Geldbuße
Die Abgabe- bzw. Steuerpflichtigen verwenden nicht das für die Erklärung bestimmte Formular	125 Euro
Der Abgabe- bzw. Steuerpflichtige, der das Erklärungsformular nicht erhalten hat, hat es bei der von der Regierung bestimmten Dienststelle nicht angefordert	125 Euro
Eine unvollständige, nicht für richtig bescheinigte, nicht datierte oder nicht unterzeichnete Erklärung	125 Euro
Der Abgabe- bzw. Steuerpflichtige hat eine Änderung eines der Elemente der Erklärung nicht gemeldet	125 Euro
Falls die Erklärung bei Ermangelung einer Veranlagung von Amts wegen der von der Regierung bestimmten Dienststelle auf Papierträger oder in entmaterialisierter Form innerhalb der gesetzlichen Frist nicht gesendet oder ausgehändigt wird.	250 Euro

2° Paragraph 2, abgeändert durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 5. Dezember 2013, wird durch folgendes ersetzt:

«§ 2 - Die in Artikel 63 § 2 Ziffer 1 des Dekrets erwähnte Dienststelle ist:

1° der Direktor der Direktion der Wirtschaftsmittel des Wallonischen Amts für Abfälle, was die Abgaben für Abfälle betrifft;

2° der Direktor der Direktion der Finanzinstrumente der Abteilung Umwelt und Wasser der operativen Generaldirektion Landwirtschaft, Naturschätze und Umwelt, was die Steuern und Abgaben in Bezug auf die Finanzierung der Wasserpolitik betrifft.»

Art. 21 - Artikel 23 desselben Erlasses, zuletzt abgeändert durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 23. Oktober 2014, wird wie folgt ergänzt:

«- für die Anwendung der Steuern und Abgaben in Bezug auf die Finanzierung der Wasserpolitik: der Direktor der Direktion der Finanzinstrumente der Abteilung Umwelt und Wasser der operativen Generaldirektion Landwirtschaft, Naturschätze und Umwelt des öffentlichen Dienstes der Wallonie.»

KAPITEL III — Übergangs- und Schlussbestimmungen

Art. 22 - Der vorliegende Erlass tritt am Tag seiner Veröffentlichung im *Belgischen Staatsblatt* in Kraft.

Art. 23 - Die im Anhang XL des verordnungsrechtlichen Teils des Buches II des Umweltgesetzbuches erwähnte Höchsthäufigkeit der Probeentnahmen wird auf 6 Mal pro Jahr für das Jahr 2016 herabgesetzt.

Art. 24 - Der Minister für Umwelt und der Minister für Haushalt werden jeder in seinem Zuständigkeitsbereich mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Namur, den 3. März 2016

Der Minister-Präsident

P. MAGNETTE

Der Minister für Umwelt, Raumordnung, Mobilität und Transportwesen, Flughäfen und Tierschutz

C. DI ANTONIO

ANHANG 1

ANLAGE XL

Häufigkeit der Bildung von Tagesproben (24 St.) je nach der eingeleiteten Schadstoffbelastung

Bestandteile der Verschmutzung	Häufigkeit der Bildung von Tagesproben (24 St.) je nach der eingeleiteten Schadstoffbelastung					
	Einmal pro Jahr	Zweimal pro Jahr	Viermal pro Jahr	Sechsmal pro Jahr	Achtmal pro Jahr	Zwölfmal pro Jahr
Schwebstoffe (kg/Tag) 1, 4, 5	-	Belastung < 15	15 ≤ Belastung < 30	30 ≤ Belastung < 50	50 ≤ Belastung < 65	Belastung ≥ 65
Chemischer Sauerstoffbedarf nach zweistündiger Absetzzeit (kg/Tag) 1, 4, 5	-	Belastung < 45	45 ≤ Belastung < 110	110 ≤ Belastung < 170	170 ≤ Belastung < 225	Belastung ≥ 225
Gesamtstickstoff (kg/Tag) 1, 4, 5	-	Belastung < 5	5 ≤ Belastung < 15	15 ≤ Belastung < 20	20 ≤ Belastung < 30	Belastung ≥ 30
Gesamtphosphor (kg/Tag) 1, 4, 5	-	Belastung < 1	1 ≤ Belastung < 2	2 ≤ Belastung < 3	3 ≤ Belastung < 4	Belastung ≥ 4
Metalle (kg/Jahr) 3, 4, 5	-	Belastung < 10	10 ≤ Belastung < 50	50 ≤ Belastung < 125	125 ≤ Belastung < 250	Belastung ≥ 250
Akute Toxizität (keq/Jahr) 2	50 ≤ Giftstoff-belastung < 100 kiloequitox (Daphnientest)	100 ≤ Giftstoff-belastung < 250 kiloequitox	250 ≤ Giftstoff-belastung < 10 000 kiloequi tox	-	-	10 000 ≤ Giftstoff-belastung

1. Die Kontrollhäufigkeit für die Basisparameter (Schwebstoffe, chemischer Sauerstoffbedarf nach zweistündiger Absetzzeit, Gesamtstickstoff, Gesamtphosphor) ist die höchste Häufigkeit unter den Häufigkeiten der 4 einzelnen Bestandteile.

2. Wenn die Anzahl Belastungseinheiten in Verbindung mit dem Toxizitätsgrad unter 50 kiloequitox/Jahr liegt, gibt es keine Pflicht zur regelmäßigen Überwachung; es wird jedoch eine Neubewertung alle 5 Jahre auf der Grundlage einer vierteljährlichen Kontrolle durch ein zugelassenes Labor vorgenommen. Eine Verringerung der Häufigkeit ist nur auf der Grundlage der Ergebnisse der Analyse von Proben möglich, die mit einer Mindesthäufigkeit von viermal pro Jahr entnommen wurden.

3. Für die Metalle handelt es sich um die kumulierte und gewichtete Gesamtbelastung der 9 in Artikel D.262 genannten Metalle, die zur Berechnung von N2 verwendet werden. Sie wird wie folgt berechnet: $Q1 [Xi + 0,2Yi + 10Zi]/1 000$ mit $Q1$ = jährliches Volumen (m^3 /Jahr); Xi = Summe der in mg/l ausgedrückten Metallkonzentrationen As, Cr, Cu, Ag; Yi = Zinkkonzentration (mg/l); Zi = die Summe der in mg/l ausgedrückten Metallkonzentrationen Cd, Hg, Ni, Pb.

4. Das für die Belastungen, die in Betracht zu ziehen sind, zu berücksichtigende Bezugsjahr ist das Jahr vor dem Ableitungsjahr. Gibt es keine Bezugsbelastung, so wird die Mindesthäufigkeit der Analyse im ersten Einleitungsjahr auf viermal pro Jahr festgestellt.

5. Die eingeleitete Schadstoffbelastung ist der Unterschied zwischen der Ausgangsbelastung und der Eingangsbelastung. Das Ergebnis dieser Operation kann nicht negativ sein.

Gesehen, um dem Erlass der Wallonischen Regierung vom 3. März 2016 zur Ausführung des Buches II des Umweltgesetzbuches, welches das Wassergesetzbuch bildet, was die verschiedenen Maßnahmen in Verbindung mit der Finanzierung der Wasserpolitik betrifft, und zur Abänderung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom

16. November 2000 zur Ausführung des Dekrets vom 6. Mai 1999 über die Festsetzung, die Beitreibung und die Streitsachen bezüglich der regionalen direkten Abgaben als Anhang beigefügt zu werden.

Namur, den 3. März 2016

Der Minister-Präsident

P. MAGNETTE

Der Minister für Umwelt, Raumordnung, Mobilität und Transportwesen, Flughäfen und Tierschutz

C. DI ANTONIO

ANHANG 2

ANLAGE XLI

Liste der von der ökotoxikologischen Charakterisierung betroffenen Sektoren

Sektor Nr.	Bezeichnung des Sektors
02	Eisenmetallurgie
03	Nichteisenmetallurgie
04	Textilveredelung
05	Bleichen
09	Erdölindustrie
10	Gerbereien/Textil
13	Einheiten für das Waschen der Wolle
14	Papier- und Pappeindustrie
15	Glasindustrie
19	Oberflächenbehandlung/Metalle
20	Kokereien
21	Petrochemie und organische Chemie
23	Chemie / Düngemittel
28	Einheiten für die Herstellung von Peroxiden
31	Chlorchemie
32	Lack-, Farben-, Tinten- und Pigmentfabriken
37	Herstellung von Oberflächenaktivstoffen
38	Grafikindustrie
40	Pharmazeutische Industrie
60	Kunststoffverarbeitungsbetriebe
80	Einheiten für die Herstellung von pyrotechnischen Erzeugnissen
83	Textilfabriken
84	Chemische Industrie
86	Kautschukindustrie
89	Abfallrecycling und -behandlung
90	Kraftwerke

Gesehen, um dem Erlass der Wallonischen Regierung vom 3. März 2016 zur Ausführung des Buches II des Umweltgesetzbuches, welches das Wassergesetzbuch bildet, was die verschiedenen Maßnahmen in Verbindung mit der Finanzierung der Wasserpolitik betrifft, und zur Abänderung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 16. November 2000 zur Ausführung des Dekrets vom 6. Mai 1999 über die Festsetzung, die Beitreibung und die Streitsachen bezüglich der regionalen direkten Abgaben als Anhang beigefügt zu werden.

Namur, den 3. März 2016

Der Minister-Präsident

P. MAGNETTE

Der Minister für Umwelt, Raumordnung, Mobilität und Transportwesen, Flughäfen und Tierschutz

C. DI ANTONIO

VERTALING

WAALSE OVERHEIDSDIENST

[2016/201585]

3 MAART 2016. — Besluit van de Waalse Regering tot uitvoering van Boek II van het Milieuwetboek, dat het Waterwetboek inhoudt, wat betreft de verschillende maatregelen i.v.m. de financiering van het waterbeleid en tot wijziging van het besluit van de Waalse Regering van 16 november 2000 tot uitvoering van het decreet van 6 mei 1999 betreffende de vestiging, de invordering en de geschillen inzake Waalse gewestelijke belastingen

De Waalse Regering,

Gelet op de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, artikel 20;

Gelet op het decreet van 6 mei 1999 betreffende de vestiging, de invordering en de geschillen inzake de directe gewestelijke belastingen, artikel 2, artikel 4, 1^o, artikel 6, vervangen bij het decreet van 19 september 2013, artikel 10, vervangen bij het decreet van 19 september 2013, artikel 11 vervangen bij het decreet van 19 september 2013, artikel 11bis, vervangen bij het decreet van 19 september 2013 et bij het decreet van 28 november 2013, artikel 11ter, gewijzigd bij het decreet van 10 december 2009, 11quater, gewijzigd bij het decreet van 28 november 2013, artikel 12, vervangen bij het decreet van 19 september 2013, artikel 12bis, gewijzigd bij het decreet van 28 november 2013, artikel 13, gewijzigd bij het decreet van 22 maart 2007, artikel 14, laatst gewijzigd bij het decreet van 30 april 2009, artikel 15, vervangen bij het decreet van 10 december 2009, artikel 16, laatst gewijzigd bij het decreet van 30 april 2009, artikel 17bis, § 1, gewijzigd bij het decreet van 22 maart 2007, artikel 18, ingevoegd bij het decreet van 12 december 2014, artikel 18bis, gewijzigd bij het decreet van 10 december 2009, artikel 19, gewijzigd bij het decreet van 10 december 2009, artikel 20bis, ingevoegd bij het decreet van 10 december 2009, de artikelen 25 tot 27, laatst gewijzigd bij het decreet van 28 november 2013, artikel 63, laatst gewijzigd bij het decreet van 12 december 2014, en artikel 64;

Gelet op Boek II van het Milieuwetboek, dat het Waterwetboek inhoudt, de artikelen D.174, § 3, gewijzigd bij het decreet van 7 november 2007, D.229, D.252, D.262, derde lid, D.263, § 1, derde lid, D.270, D.275, § 2, D.275, § 3, D.278 en D.283, laatst gewijzigd bij het decreet van 12 december 2014 en D.288, § 2, 1^o;

Gelet op het regelgevend gedeelte van Boek II van het Milieuwetboek, dat het Waterwetboek inhoudt;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 16 november 2000 tot uitvoering van het decreet van 6 mei 1999 betreffende de vestiging, de invordering en de geschillen inzake de Waalse gewestelijke belastingen;

Gelet op het rapport van 16 juli 2015 over de evaluatie van de weerslag van het project op de respectievelijke toestand van de vrouwen en mannen;

Gelet op het advies van de "Commission consultative de l'eau" (Wateradviescommissie), gegeven op 14 september 2015;

Gelet op het advies van de Inspecteur van Financiën, gegeven op 6 mei 2015;

Gelet op de instemming van de Minister van Begroting, gegeven op 16 juli 2015;

Gelet op het advies 58.540/4 van de Raad van State, gegeven op 21 december 2015, overeenkomstig artikel 84, § 1, eerste lid, 2^o, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Gelet op het advies van de "Union des Villes et Communes de Wallonie" (Unie van de Steden en Gemeenten van Wallonië), gegeven op 14 september 2015;

Op de voordracht van de Minister van Leefmilieu;

Na beraadslaging,

Besluit :

HOOFDSTUK I. — *Wijzigingen in het regelgevend deel van Boek II van het Milieuwetboek, dat het Waterwetboek inhoudt*

Artikel 1. In artikel R.308bis van Boek II van het regelgevend Milieuwetboek, dat het Waterwetboek inhoudt, wordt een streepje toegevoegd, luidend als volgt:

« - Percentage van oninvorderbare: de verhouding, enerzijds, tussen de som van de netto dotaties aan de voorzieningen voor waardeverminderingen op vorderingen van waterverkoop en van de vorderingen die overgaan naar oninvorderbare tijdens datzelfde jaar en, anderzijds, het omzetcijfer "waterfactuur" van het jaar (CVD "werkelijke kostprijs bij de distributie", RKS "Reële Kostprijs Sanering", Sociaal fonds, huur van de teller) ».

Art. 2. In Deel III, Titel II van het regelgevend deel van Boek II van het Milieuwetboek, dat het Waterwetboek inhoudt, worden de Hoofdstukken III tot VI, die de artikelen R.321 tot R.385 bevatten, vervangen als volgt :

« HOOFDSTUK III. — *Berekening en inning van de heffing en van de belasting op de winplaatsen van tot drinkwater verwerkbaar water en niet tot drinkwater verwerkbaar water*

Art. R.321. De modellen van aangifte van de volumes en van het verbruik van het geproduceerde of ontnomen water is bepaald door de Minister bevoegd voor het waterbeleid.

De Minister bevoegd voor het waterbeleid is gemachtigd om de voorwaarden te bepalen waarin de belastingplichtige zijn aangifte via de elektronische weg kan indienen.

Art. R.322. Als het bedrag van de voorschotten lager is dan 250 euro, mogen de aanbetalingen uitgesteld worden tot de datum van de uitbetaling van het saldo van de heffing of de belasting.

HOOFDSTUK IV. — *Berekening van de heffing betreffende de lozing van industrieel afvalwater en van de heffing betreffende de lozing van huishoudelijk afvalwater*

Afdeling 1. — Begripsomschrijving

Art. R.323. In de zin van dit hoofdstuk wordt verstaan onder :

1^o Administratie : het Departement Leefmilieu en Water van het Operationele Directoraat-generaal Landbouw, Natuurlijke Hulpbronnen en Leefmilieu van de Waalse Overheidsdienst;

2^o de Minister : de Minister bevoegd voor het waterbeleid;

3^o erkend laboratorium : laboratorium erkend krachtens artikel D.147 van Boek I van het Milieuwetboek of het referentielaboratorium van het Waalse Gewest;

4^o zelftoezicht : de metingen uitgevoerd door de instelling zelf, binnen haar eigen uitrustingen voor analyse, of door een door haar aangewezen laboratorium;

5^o toezicht : de metingen uitgevoerd door een erkend laboratorium voor rekening van een instelling.

Afdeling 2. — Berekening van de heffing betreffende de lozing van huishoudelijk afvalwater

Art.R.324. Het aangifteformulier wordt bepaald door de Minister.

De volledige en geldige aangifte betreffende de heffing op de lozing van industrieel afvalwater wordt van rechtswege gelijkgesteld met de aangifte bedoeld in het eerste lid voor zover ze bij de Administratie toekomt binnen de termijn bedoeld in artikel D.279.

De Minister is gemachtigd om de voorwaarden te bepalen waarin de belastingplichtige zijn aangifte per elektronische weg kan indienen.

*Afdeling 3. — Berekening van de heffing betreffende de lozing van industrieel afvalwater**Onderafdeling 1. — Aangifteformulier voor de heffing op de lozing van industrieel afvalwater*

Art.R.325. Het model van het aangifteformulier, met inbegrip van de specifieke modellen voor de sectoren van de ziekenhuizen, zwembaden en visteelt, wordt door de Minister bepaald.

De Minister is gemachtigd om de voorwaarden te bepalen waarin de belastingplichtige zijn aangifte per elektronische weg kan indienen.

Onderafdeling 2. — Technische modaliteiten voor de bepaling van de reële gemiddelde waarden van de parameters die tussenkomen in de berekening van de heffing op de lozing van industrieel en toezicht afvalwater.

A. Monsterneming en meetcampagnes

Art. R.326. § 1^{er}. Voor de bepaling van de reële gemiddelde waarden van de belastingparameters moet de belastingplichtige monsternemingen laten uitvoeren in verhouding tot de hoeveelheid industrieel afvalwater geloosd tijdens een periode van minstens 24 uren en volgens een minimale frequentie van bemonstering omschreven in bijlage XL.

Wanneer de milieuvergunning of de sectorale voorwaarde van toepassing op de lozing van afvalwater een hogere frequentie van bemonstering voorschrijft, wordt laatstgenoemde toegepast.

§ 2. De monsterneming wordt uitgevoerd, op kosten van de belastingplichtige, door een erkend laboratorium, op de controlepunten bepaald in de milieuvergunning.

Het laboratorium kan gebruik maken van de apparatuur van het bedrijf voor zover de goede werking van die apparatuur vooraf door een erkend laboratorium is nagegaan en dat dit laboratorium de bemonsteraar verzegeld tijdens de monsternameverrichtingen.

§ 3. De monsterneming uitgevoerd door een erkend laboratorium op verzoek van een dienst van de Administratie mag niet worden opgenomen in de frequentie van bemonstering die aan de belastingplichtige wordt voorgeschreven overeenkomstig paragraaf 1.

§ 4. In afwijking van paragraaf 1 :

1° worden de duur en de frequentie van bemonstering geval per geval bepaald door de Administratie als de aard en het volume van de lozingen tijdens een productiecyclus variëren, in dat geval is de duur van de monsterneming hoger dan vierentwintig uren en is ze ten minste gelijk aan een volledige cyclus, met inbegrip van de tussenperiodes van onderhoud en reinigen;

2° kan de Administratie een hogere frequentie opleggen wegens de grote variabiliteit van het geloosde volume of kwaliteit van het geloosde water;

3° wordt, mits voorafgaande instemming van de Administratie, een momentaan monster toegelaten wanneer de belastingplichtige de zeer permanente kwaliteit van de lozing aantoot, en wordt tijdens de behandeling bij tussenpozen een representatief momentaan monster opgenomen vóór de lozing van het water;

4° kan de belastingplichtige overgaan tot een monsterneming die aan de tijd onderworpen is, wanneer de monsterneming die aan het debiet onderworpen is, niet kan uitgevoerd worden op technisch vlak of wanneer de behandelingsprocessen van afvalwater een homogenisering van de effluënten verzekeren.

In de gevallen bedoeld in het eerste lid, 1° en 2°, worden de beslissingen genomen door de Administratie schriftelijk meegedeeld aan de belastingplichtige volgens een communicatiemiddel vermeld in artikel R.328, § 4, en vóór 30 september van het jaar dat de monsterneming voorafgaat.

In het geval bedoeld in het eerste lid, 3°, is de procedure om het akkoord van de Administratie te verkrijgen, de procedure bedoeld in artikel R.328, § 3.

In de gevallen bedoeld in het eerste lid, 4°, bepaalt en rechtvaardigt het analyseverslag van het erkende laboratorium de uitgevoerde monsternamemethodologie en het principe van schatting van het debiet.

§ 5. Als de monsterneming niet kan worden uitgevoerd volgens de voorschriften omschreven in paragraaf 1, vraagt de belastingplichtige het schriftelijk voorafgaand akkoord van de Administratie volgens de procedure bedoeld in artikel R.328, § 3, met vermelding van de motiveringen of moeilijkheden en de overwogen technische oplossingen.

§ 6. Wanneer de frequentie van het toezicht één of twee monsters per jaar bedraagt, wordt de monsterneming uitgevoerd tijdens de maanden van het jaar met meer activiteit tijdens dewelke redelijkerwijs kan voorzien worden dat de geloosde hoeveelheid verontreinigende stoffen de hoogste is of tijdens dewelke de activiteit van het bedrijf de belangrijkste is. Het begrip van maand met meer activiteit is van toepassing op elk departement als het bedrijf meerdere departementen bevat waarvan de aard van de activiteit en de periode waarin deze plaatsvindt duidelijk gescheiden zijn.

§ 7. De te volgen methodes voor de monsterneming, de bewaring en het vervoer van de monsters zijn de methodes die door het "Institut scientifique de Service public" (Openbaar Wetenschappelijk Instituut) hierna "ISSeP" genoemd, worden goedgekeurd.

Art. R.327. § 1. Minstens acht werkdagen vóór de uitvoering van de monsterneming bedoeld in artikel R.326, § 2, deelt het door de belastingplichtige erkende laboratorium per gewoon schrijven of per elektronische weg aan de Administratie, de plaats, de datum en het uur mee van het begin van de monsterneming om haar de mogelijkheid te bieden om daar, in voorkomend geval, een vertegenwoordiger af te vaardigen.

§ 2. Onder toezicht van de verantwoordelijke van het erkende laboratorium of van de vertegenwoordiger van de Administratie, laat de belastingplichtige, althans aan het begin en aan het einde van de monsterneming, overgaan tot de opmeting van de hoeveelheid water opgenomen door meettoestellen die aangesloten zijn op de leidingen voor watertoevoer en afvalwaterafvoer en, in voorkomend geval, tot de opmeting van het waterniveau in de verschillende tanks, of elk andere aanwijzing die toelaat om de verdeling van de verschillende stromingen te schatten.

Op eigen initiatief verstrekt de belastingplichtige de verantwoordelijke van het erkende laboratorium de productiecijfers van het bedrijf die noodzakelijk zijn voor de berekening van de belasting tijdens de periode van de monsternemingen alsmede alle inlichtingen over het representatieve karakter van de tijdens dezelfde periode gestorte hoeveelheid afvalwater.

De in de eerste en tweede leden bedoelde inlichtingen worden bij het verslag van het erkende laboratorium gevoegd. De belastingplichtige voegt het volledig verslag van het erkende laboratorium bij de aangifte die hij overeenkomstig artikel D.278 aan de Administratie richt.

Het erkende laboratorium stuurt rechtstreeks, per elektronische weg, een afschrift naar de Administratie van het analyseverslag voor elke monsterneming en van alle technische opmerkingen en diverse opmerkingen die de ordelijkheid van de monsternamingsverrichtingen bevestigen en die nuttig zijn voor de goede interpretatie van de resultaten.

§ 3. Tijdens de hele duur van de monsternemingen voert de afgevaardigde van de Administratie de controles uit die hij nuttig acht en verstrekt hij de verantwoordelijke van het laboratorium eventueel alle voor het goede verloop van de monsternemingen vereiste instructies.

B. Bepaling van de waarden van de parameters

Art. R.328. § 1. De analyses worden uitgevoerd overeenkomstig de door het "Institut scientifique de Service public (ISSeP)" goedgekeurde procedures.

§ 2. Alle uitgevoerde analyses hebben betrekking op het geheel van de parameters waarmee N1, N2 en N3 berekend kunnen worden. De belastingplichtige kan een aanvraag om vrijstelling van de bepaling van de waarden van die parameters aan het Bestuur schriftelijk richten indien hij het bewijs levert dat de waarden van bepaalde parameters, rekening houdend met de aard van de binnen het bedrijf aangewende producten en processen, slechts gelijk aan nul zijn of dicht bij de detectiegrens liggen. Indien nieuwe elementen gebonden aan de productie, de processen of de zuiveringsinstallaties een wijziging van de lozingsvoorwaarden als gevolg kunnen hebben, verwittigt de belastingplichtige er het Bestuur van. Indien het Bestuur gezien die elementen van mening is dat de vrijstelling niet meer gerechtvaardigd wordt, beslist het de schrapping ervan.

§ 3. De aanvraag om vrijstelling moet met redenen omkleed zijn en vóór 30 september van het jaar voor het winningsjaar schriftelijk gericht worden volgens een communicatiewijze bepaald in § 4. Binnen tien dagen na de zending of de overbrenging van de aanvraag om vrijstelling stuurt het bestuur de belastingplichtige een bericht van ontvangst van de aanvraag volgens een communicatiewijze bepaald in § 4. De beslissing van het Bestuur wordt uiterlijk op 30 december van het jaar voor het winningsjaar schriftelijk gericht aan de belastingplichtige volgens een communicatiewijze bepaald in § 4.

§ 4. De volgende wijzen van communicatie worden voor de in § 3 bedoelde mededelingen en zendingen gebruikt :

- 1° aangetekende zending met ontvangstbericht;
- 2° elke gelijksoortige formule als de in 1° bedoelde zending, die de verzend- en ontvangstdatum van de akte waarborgen;
- 3° neerlegging tegen ontvangstbewijs;
- 4° e-mail indien de procedure gedematerialiseerd wordt overeenkomstig de door de Minister bepaalde modaliteiten en voorwaarden.

Art. R.329. § 1. De debietmeting wordt voortdurend over een periode gelijk aan de winningsperiode uitgevoerd volgens de vigerende normen en volgens de technische voorschriften van de fabrikanten van het meetsysteem.

§ 2. Wanneer de inrichting over een systeem voor de voortdurende meting van het debiet beschikt, kan het systeem door het erkende laboratorium, dat zich over de geldigheid van de geregistreerde metingen verzekert, gebruikt worden.

§ 3. De belastingplichtige zorgt voor de regelmatige metrologische opvolging van zijn debietmetingstoestellen volgens de door de fabrikant aanbevolen frequentie. Er wordt een getuigschrift van goede werking ter beschikking gesteld van het Bestuur.

§ 4. Wanneer het toegelaten dagelijkse debiet hoger is dan 100 m³, wordt de meting van het geloosde debiet voortdurend uitgevoerd. De toestellen voor de meting van het debiet worden uitgerust met een recorder of een data-acquisitiesysteem met een totalisator van het dagelijkse debiet. De samenvattende tabellen per maand en per jaar voor die gegevens worden bij de jaarlijkse aangifte gevoegd.

§ 5. Wanneer de monsternamingskamer de installatie van een continu meetsysteem niet mogelijk maakt en voor zover het dagelijkse volume van het geloosde water niet hoger is dan 100 m³/d, kan het bij de uitvoering van de monsternamingsgeloosde debiet op grond van de tijdens de winningsperiode opgemeten waterconsumpties geraamd worden. Het erkende laboratorium legt het ramingsprincipe in zijn analyseverslag uit.

Art. R.330. § 1. De ecotoxiciteitsparameter "TU" bepaald in artikel D.262 wordt uitgevoerd wanneer de belastingplichtige onder de in bijlage XXI bepaalde activiteitensector(en) valt. De analyse van die ecotoxiciteitsparameter wordt door een erkend laboratorium verricht.

§ 2. Het in § 1 bedoelde erkende laboratorium gebruikt de volgende analysemethoden :

- 1° ofwel een doe-het-zelftest die daphnia uit de ontluiking van slapende eieren gebruikt;
- 2° ofwel een conventionele methode die daphnia uit een teelt die binnen wordt gehouden, gebruikt.

§ 3. Het laboratorium erkend in één van de drie categorieën A, B of C van bijlage IX bij Boek I van het Milieuwetboek wordt voor de in § 2 bepaalde methode erkend indien het een attest voorlegt, waarbij wordt bewezen dat bedoeld laboratorium een opleiding georganiseerd door het referentielaboratorium van het "ISSeP" heeft gevolgd en regelmatig deelneemt aan proeven tussen laboratoria die georganiseerd worden door instellingen erkend voor de organisatie van dit soort proeven.

Art. R.331. § 1. Wat betreft de vaststelling van de verontreinigende last N4, is het gemiddelde temperatuurverschil toegepast aan het jaarlijkse volume koelwater gelijk aan het verschil tussen de gemiddelde temperatuur van het geloosde water en de gemiddelde temperatuur van het afgetapt water zoals bepaald aan het begin van een voortdurende registratie van de temperaturen. Het verschil kan ook overeenstemmen met het rekenkundig gemiddelde van het tijdsverschil gemeten tussen die twee temperaturen.

§ 2. De belastingplichtige die koelwater loost, gaat tot de metingen van temperatuur bedoeld in § 1 volgens de richtlijnen van het Bestuur over.

Art. R.322. Het Bestuur hoeft de tijdens een bijzondere vervuilingfase opgemeten waarden niet langer in aanmerking te nemen indien die fase klaarblijkelijk een toevallig, niet repetitief en kortstondig karakter vertoont en niet te wijten is aan de permanente nalatigheid van de belastingplichtige.

C. Modaliteiten i.v.m. met het in aanmerking nemen van de parameters

Art. R.333. § 1. Als het Bestuur beschikt over het resultaat van de analyses uitgevoerd op verschillende voldoende representatief geachte monsters die op dezelfde loosplaats zijn genomen, wordt de verontreinigende last N1 bepaald op grond van het gemiddelde dagelijkse debiet en van het rekenkundige gemiddelde van de opgemeten waarden van de parameters SS en COD.

Indien de tijdens de periodes van monsternemingen geloosde hoeveelheid is opgemeten, neemt het Bestuur, het gewogen gemiddelde van de opgemeten waarden van de in het eerste lid bedoelde parameters in aanmerking door aan ieder van hen een gewicht toe te kennen dat evenredig is met de geloosde hoeveelheid.

Indien één of meerdere waarden van de tijdens de periodes van monsternemingen geloosde hoeveelheid ontbrekend zijn, wordt de verontreinigende last N1 bepaald op grond van het gemiddelde dagelijkse debiet en van het rekenkundige gemiddelde van de opgemeten waarden van de parameters bedoeld in het eerste lid.

Wanneer N1 op grond van één of twee jaarlijkse monsters wordt berekend, is het gemiddelde dagelijkse debiet de gemiddelde hoeveelheid van de representatieve monsters. Het gemiddelde dagelijkse debiet is representatief van de drukste maand van het jaar en mag niet kleiner zijn dan het jaarlijkse debiet gedeeld door het aantal aangegeven lozingsdagen.

Wanneer N1 op grond van twee monsters wordt berekend, is het gemiddelde dagelijkse debiet gelijk aan het jaarlijkse debiet gedeeld door het aantal aangegeven lozingsdagen.

§ 2. De verontreinigende lasten N1 worden afzonderlijk per loospunt berekend. Indien het bedrijf zijn industrieel afvalwater echter op verschillende plaatsen loost waarvan minstens, 225 dagen per jaar wordt gebruikt, wordt elke loosplaats van dat type omgezet in een waterlozingspunt met dezelfde kenmerken, waar geloosd wordt tijdens een aantal dagen dat gelijk is aan het jaarlijks aantal dagen waarop een of andere lozing is vastgesteld.

§ 3. Als afvalwater wordt geloosd tijdens de periodes waar de activiteit van het bedrijf gelijk aan nul of zeer beperkt is, met een gemiddelde dagelijkse last die kleiner is dan 10 % van de gemiddelde dagelijkse last geloosd tijdens de normale activiteitsperiodes van het bedrijf, hoeft het Bestuur, voor de bepaling van de verontreinigende last N1 niet langer rekening te houden met de buiten de normale activiteitsperiode van het bedrijf verrichte lozing.

Art. R.334. Als het Bestuur beschikt over het resultaat van de analyses uitgevoerd op verschillende monsters die tijdens verschillende periodes op dezelfde loosplaats zijn genomen, worden de verontreinigende lasten N2 en N3 alsook de toxische last N 5 bepaald op grond van de gemiddelde dagelijkse hoeveelheid geloosd industrieel afvalwater en van het rekenkundige gemiddelde van de opgemeten waarden van de parameters "zware metalen, voedingsstoffen en ecotoxiciteit".

Indien de tijdens de periodes van monsternemingen geloosde hoeveelheid is opgemeten, neemt het Bestuur, het gewogen gemiddelde van de opgemeten waarden van die parameters in aanmerking.

De verontreinigende lasten N2, N3, N4 alsook de verontreinigende last gebonden aan de toxiciteitsgraad N5 worden verkregen door optelling van de met elk loospunt overeenstemmende verontreinigende lasten die aan de hand van de in artikel D.262 bedoelde formule zijn vastgesteld.

Art. R.335. § 1. Voor de belastingplichtigen die het voorwerp uitmaken van een intern bewakingsplan van de milieueisen kan het Bestuur het gebruik van de analyses uitgevoerd in dit kader toelaten onder de hierna vermelde voorwaarden :

- a) de analyses hebben betrekking op de parameters vermeld in bijlage D.262;
- b) de regels inzake monsterneming en analyses bedoeld in punt 326, § 1, moeten nageleefd worden;
- c) de in aanmerking genomen frequentie van de analyses mag niet kleiner zijn dan de in artikel R.326, § 1 bedoelde minimumfrequenties van de bemonsteringen.

Wanneer de belastingplichtige ertoe gemachtigd wordt, die analyses te gebruiken, moet hij in zijn aangifte het geheel van de analyses die bedoeld zijn in zijn interne bewakingsplan van de milieueisen m.b.t. de belastingparameters medeleden en de minimale analysefrequentie door een erkend laboratorium mag niet kleiner zijn dan twee per jaar.

Onderafdeling 3. — Algemene bepalingen

Art. R.336. De waarden van Q, Q1, Q2, SS en COD die rechtstreeks tussenkomen in de berekening van de verontreinigende lasten en zijn uitgedrukt in de bij artikel D.262 vastgestelde eenheden, worden op het hele aantal naar boven afgerond.

De waarden van N, P, Tu en dt die rechtstreeks tussenkomen in de berekening van de verontreinigende lasten en zijn uitgedrukt in de bij artikel D.262 vastgestelde eenheden, worden op de eerste decimaal naar boven afgerond.

De waarde van d, aantal zonder dimensie dat rechtstreeks tussenkomt in de berekening van de verontreinigende last, alsmede de waarden van N1, N2, N3, N4 en N5, uitgedrukt in verontreinigende lasteenheden, worden op de tweede decimaal naar boven afgerond.

De waarden van Xi, Yi en Zi die rechtstreeks tussenkomen in de berekening van de verontreinigende lasten en zijn uitgedrukt in de bij artikel D.262 vastgestelde eenheden, worden op de derde decimaal naar boven afgerond.

De in euro uitgedrukte bedragen van de belasting worden op de hogere eurocent afgerond.

HOOFDSTUK V. — Milieulast veroorzaakt door de landbouwbedrijven

Afdeling 1. — Vaststelling van de belasting op de milieulasten veroorzaakt door de landbouwbedrijven

Art. R.337. De belastingplichtige dient een aangifte in volgens de formule vastgesteld door de Minister bevoegd voor het Waterbeleid.

De Minister wordt ertoe gemachtigd om de voorwaarden waarin de belastingplichtige zijn aangifte per e-mail kan indienen, te bepalen. »

Art. 3. In deel III, Titel II, Hoofdstuk I, van hetzelfde Wetboek wordt het opschrift van Hoofdstuk VI vervangen als volgt :

« HOOFDSTUK VI. — *Voorwaarden voor de vrijstelling of de terugbetaling van de belasting op het lozen van huishoudelijk afvalwater en van de reële kostprijs sanering et modaliteiten van de aanvraag* ».

Art. 4. Hoofdstuk VI van Deel III, Titel II, van hetzelfde Wetboek wordt aangevuld met een artikel R.389/1, luidend als volgt :

« Art. R.389/1. De ambtenaar die belast is voor de invordering betaalt de sommen waarop een belastingplichtige overeenkomstig artikel D.270 aanspraak kan maken voor de onverschuldigde betaling van de belastingen op het huishoudelijk afvalwater van ambtswege terug binnen drie maanden na de zending van het dossier door het Departement Leefmilieu en Water van het Operationeel directoraat-generaal Landbouw, Natuurlijke Hulpbronnen en Leefmilieu van de Waalse Overheidsdienst onder voorbehoud van het bewijs van betaling van de bedragen waarvoor de terugbetaling wordt aangevraagd. »

Art. 5. Tussen artikel R.389/1, ingevoegd bij artikel 3, en artikel R.390 van hetzelfde Wetboek wordt een hoofdstuk VIbis ingevoegd dat de artikelen R.389/2 tot R.389/5 inhoudt, luidend als volgt :

« HOOFDSTUK VIbis. — *Modaliteiten tot vrijstelling van de reële saneringsprijs overeenkomstig artikel D.229, 2° en 3°*

Art. R.389/2. § 1. Het Departement Leefmilieu en Water van het Operationeel directoraat-generaal Landbouw, Natuurlijke Hulpbronnen en Leefmilieu van de Waalse Overheidsdienst richt aan elke betrokken verdeler en aan de "S.P.G.E." een bericht waarin gemeld wordt dat de in artikel D.229, 2°, bedoelde belastingplichtige die op hun netwerk aangesloten is een vrijstelling geniet, met opgave van het betrokken leveringspunt (de betrokken leveringspunten) en van de datum waarop de vrijstelling wordt vastgesteld;

Dat bericht geldt als richtlijn om de reële saneringsprijs niet meer bij de belastingplichtigen te innen en blijft geldig zolang geen nieuwe richtlijn wordt meegedeeld. De richtlijn wordt schriftelijk meegedeeld op een elektronische communicatiewijze en bij het taxatiedossier gevoegd.

De richtlijn wordt een maand na de verzending verworven.

§ 2. De terugbetaling van de reële saneringsprijs die te veel geïnd werd voor de richtlijn, wordt verricht op de eerste regulariseringsfactuur uitgegeven naar aanleiding van de richtlijn bedoeld in paragraaf 1.

Art. R.389/3. § 1. Het Departement Leefmilieu en Water van het Operationeel directoraat-generaal Landbouw, Natuurlijke Hulpbronnen en Leefmilieu van de Waalse Overheidsdienst richt aan elke betrokken verdeler en aan de "S.P.G.E." een bericht waarin gemeld wordt dat de belastingplichtige die op hun netwerk aangesloten is geen vrijstelling meer geniet, met opgave van het betrokken leveringspunt (de betrokken leveringspunten) en van de datum vanaf dewelke het bericht geldt. Dat bericht geldt als richtlijn voor de inning van de reële saneringsprijs bij de belastingplichtigen die erin vermeld staan. De richtlijn wordt schriftelijk meegedeeld op een elektronische communicatiewijze en bij het taxatiedossier gevoegd. De richtlijn wordt geacht verworven te zijn een maand na de verzending van het bericht en blijft geldig zolang geen nieuwe richtlijn wordt meegedeeld.

§ 2. De terugvordering van de niet geïnde reële saneringsprijs wordt verricht op de eerste regulariseringsfactuur uitgegeven naar aanleiding van de richtlijn bedoeld in paragraaf 1.

Art. R.389/4. Bij het vastleggen van de jaarlijkse belasting actualiseert de in de artikelen R.389/2 en R.389/3 bedoelde dienst van de administratie de gegevens en richt hij aan de verdeler en aan de "S.P.G.E." een bericht waarin gewag wordt gemaakt van het bedrag van de reële saneringsprijs die de verdeler moet terugbetalen alsook van het watervolume van de aan de reële saneringsprijs te onderwerpen belastbare periode en, desgevallend, de overige leveringspunten betrokken bij de richtlijn bedoeld in de artikelen R.389/2 en R.389/3. De richtlijn wordt schriftelijk meegedeeld op een elektronische communicatiewijze en bij het taxatiedossier gevoegd. De richtlijn wordt geacht te zijn verworven een maand na de verzending van het bericht.

Art. R.389/5. § 1. Wat betreft de belastingplichtigen onderworpen aan de belasting op de milieulasten die door landbouwbedrijven worden teweeggebracht, richt het Departement Leefmilieu en Water van het Operationeel directoraat-generaal Landbouw, Natuurlijke Hulpbronnen en Leefmilieu van de Waalse Overheidsdienst aan de "S.P.G.E." op een elektronische communicatiewijze een jaarlijkse lijst van de belastingplichtigen en van hun persoonlijke gegevens. De "S.P.G.E." richt aan de verdeler een bericht waarin gemeld wordt dat de belastingplichtige de in artikel D.229, 3°, bedoelde vrijstelling geniet. Dat bericht geldt als richtlijn om de reële saneringsprijs niet meer bij de belastingplichtigen te innen en blijft geldig zolang geen nieuwe richtlijn wordt meegedeeld.

De richtlijn wordt schriftelijk meegedeeld op een elektronische communicatiewijze.

De richtlijn wordt een maand na de verzending verworven.

§ 2. De terugbetaling van de reële saneringsprijs die te veel geïnd werd voor de richtlijn wordt verricht op de eerste regulariseringsfactuur uitgegeven naar aanleiding van de richtlijn bedoeld in paragraaf § 1, met uitzondering van het al gefactureerde vast bedrag voor 90 m³. »

Art. 6. In de artikelen R.418, R.419 en R.421 van hetzelfde Wetboek worden de woorden "Fonds voor de bescherming van tot drinkwater verwerkbaar water" vervangen door de woorden "Fonds voor leefmilieubescherming, afdeling waterbescherming".

Art. 7. In Deel III, Titel II, van hetzelfde Wetboek wordt Hoofdstuk XI, dat de artikelen R.429 tot R.435, opgeheven.

Art. 8. Bijlage XXXIX bij hetzelfde Wetboek wordt opgeheven.

Art. 9. Bijlage XL bij hetzelfde besluit wordt vervangen door bijlage XL die als bijlage 1 bij dit besluit gaat.

Art. 10. Bijlage XLI bij hetzelfde Wetboek wordt vervangen door bijlage XLI die als bijlage 2 bij dit besluit gaat.

HOOFDSTUK II. — *Wijzigingen in het besluit van de Waalse Regering van 16 november 2000 tot uitvoering van het decreet van 6 mei 1999 betreffende de vestiging, de invordering en de geschillen inzake de Waalse gewestelijke belastingen*

Art. 11. Artikel 3 van het besluit van de Waalse Regering van 16 november 2000 tot uitvoering van het decreet van 6 mei 1999 betreffende de vestiging, de invordering en de geschillen inzake de Waalse gewestelijke belastingen, voor het laatst gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 23 oktober 2014, wordt aangevuld met een punt 5°, luidend als volgt :

« 5° voor de toepassing van de belastingen en bijdragen ter financiering van het waterbeleid, de ambtenaren van het Departement Leefmilieu en Water van het Operationeel directoraat-generaal Landbouw, Natuurlijke Hulpbronnen en Leefmilieu van de Waalse Overheidsdienst; ».

Art. 12. Artikel 4 van hetzelfde besluit, voor het laatst gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 23 juni 2014, wordt aangevuld met een paragraaf 5, luidend als volgt :

« § 5. De aangiftemodellen bedoeld in artikel D.278 van Boek II van het Milieuwetboek, dat het Waterwetboek inhoudt, worden vastgelegd door de Minister die voor het waterbeleid bevoegd is. »

Art. 13. Artikel 5 van hetzelfde besluit, voor het laatst gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 23 oktober 2014, wordt aangevuld met een punt 5°, luidend als volgt :

« 5° voor de toepassing van de belastingen en bijdragen ter financiering van het waterbeleid, het Departement Leefmilieu en Water van het Operationeel directoraat-generaal Landbouw, Natuurlijke Hulpbronnen en Leefmilieu van de Waalse Overheidsdienst. »

Art. 14. Artikel 6 van hetzelfde besluit, vervangen bij het besluit van de Waalse Regering van 22 december 2009 en gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 23 oktober 2014, wordt aangevuld met een punt 8°, luidend als volgt :

« 8° voor de toepassing van de belastingen en bijdragen ter financiering van het waterbeleid, het Operationeel directoraat-generaal Landbouw, Natuurlijke Hulpbronnen en Leefmilieu van de Waalse Overheidsdienst. »

Art. 15. Artikel 6*bis* van hetzelfde besluit, ingevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 22 december 2009, wordt aangevuld met volgend lid :

« In afwijking van het eerste lid, voor de overtredingen bedoeld in artikel D.406 van Boek II van het Leefmilieuwetboek, dat het Waterwetboek vormt, is de in artikel D.12*bis* van hetzelfde decreet bedoelde ambtenaar de sanctionerend ambtenaar aangewezen krachtens Boek I van het Leefmilieuwetboek. »

Art. 16. Artikel 7 van hetzelfde besluit, voor het laatst gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 23 oktober 2014, wordt aangevuld met een derde lid, luidend als volgt :

« Dat artikel is niet van toepassing op de belastingen en bijdragen voor de financiering van het waterbeleid. »

Art. 17. Artikel 8 van hetzelfde besluit, voor het laatst gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 23 oktober 2014, wordt aangevuld met een punt 7°, luidend als volgt :

« 7° voor de toepassing van de belastingen en bijdragen ter financiering van het waterbeleid, het Departement Leefmilieu en Water van het Operationeel directoraat-generaal Landbouw, Natuurlijke Hulpbronnen en Leefmilieu van de Waalse Overheidsdienst. »

Art. 18. Artikel 9 van hetzelfde besluit, voor het laatst gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 23 oktober 2014, wordt aangevuld met een punt 7°, luidend als volgt :

« 7° voor de toepassing van de belastingen en bijdragen ter financiering van het waterbeleid, de directeur van de Directie Financiële hulpmiddelen van het Departement Leefmilieu en Water van het Operationeel directoraat-generaal Landbouw, Natuurlijke Hulpbronnen en Leefmilieu of diens gemachtigde. »

Art. 19. Artikel 15 van hetzelfde besluit, gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 6 december 2007, wordt aangevuld met een paragraaf 3, luidend als volgt :

« § 3. In afwijking van paragraaf 1, wordt elke betaling op de lopende rekening van de ontvanger met melding van de aard van de belasting of bijdrage ter financiering van het waterbeleid, van het specifieke kohierartikel of van de dienst bedoeld in artikel 3, 5°, niettegenstaande elke andersluidende aangifte, geacht te zijn verricht voor de aanzuivering van de belastingen en bijdragen ter financiering van het waterbeleid. »

Art. 20. In artikel 22*bis* van hetzelfde besluit, vervangen bij het besluit van de Waalse Regering van 5 december 2013, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° er wordt een paragraaf 1*bis* ingevoegd, luidend als volgt :

« § 1*bis*. Overeenkomstig artikel 63, § 1, van het decreet, wordt de schaal van de boetes die toepasselijk is op de overtredingen van de bepalingen betreffende de belastingen en bijdragen ter financiering van het waterbeleid vastgelegd als volgt :

Type overtreding	Niveau van de administratieve boete
De belastingplichtigen maken geen gebruik van het aangifteformulier	125 euro
De belastingplichtige die het aangifteformulier niet ontvangen heeft en verzuimd heeft het op te vragen bij de door de Regering aangewezen dienst	125 euro
Een onvolledige aangifte, niet voor eensluidend verklaard, niet gedagtekend of niet ondertekend	125 euro
De belastingplichtige heeft verzuimd een wijziging van één de gegevens van de aangifte aan te geven	125 euro
Bij gebrek aan taxatie ambtshalve, het niet verzenden of niet overmaken van de aangifte aan de door de Regering aangewezen dienst, op papieren drager of in elektronische vorm, binnen de wettelijke termijn	250 euro

2° paragraaf 2, gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 5 december 2013, wordt vervangen als volgt :

« § 2. De dienst bedoeld in artikel 63, § 2, 1°, van het decreet is :

1° de directeur van de Directie Economische hulpmiddelen van de "Office wallon des déchets" (Waalse Dienst afvalstoffen) wat betreft de afvalbelastingen;

2° de directeur van de Directie Economische hulpmiddelen van het Departement Leefmilieu en Water van het Operationeel directoraat-generaal Landbouw, Natuurlijke Hulpbronnen en Leefmilieu wat betreft de belastingen en bijdragen ter financiering van het waterbeleid. »

Art. 21. Artikel 23 van hetzelfde besluit, voor het laatst gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 23 oktober 2014, wordt aangevuld als volgt :

« - voor de toepassing van de belastingen en bijdragen ter financiering van het waterbeleid, de directeur van de Directie Economische hulpmiddelen van het Departement Leefmilieu en Water van het Operationeel directoraat-generaal Landbouw, Natuurlijke Hulpbronnen en Leefmilieu van de Waalse Overheidsdienst. »

HOOFDSTUK III. — Overgangs- en slotbepalingen

Art. 22. Dit besluit treedt in werking de dag waarop het in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt.

Art. 23. De maximale monsternemingsfrequentie bedoeld in bijlage XL bij het regelgevend gedeelte van Boek II van het Leefmilieuwetboek wordt teruggebracht tot 6 keer per dag voor het jaar 2016.

Art. 24. De Minister van Leefmilieu en de Minister van Begroting zijn, ieder wat hem betreft, belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 3 maart 2016.

De Minister-President,
P. MAGNETTE

De Minister van Leefmilieu, Ruimtelijke Ordening, Mobiliteit en Vervoer, Luchthavens en Dierenwelzijn,
C. DI ANTONIO

BIJLAGE 1

BIJLAGE XL

Frequentie van de samenstelling van dagmonsters (24 u.) naar gelang de geloosde vuilvracht

Bestanddelen van de verontreiniging	Frequentie van de samenstelling van dagmonsters (24 u.) naar gelang de geloosde vuilvracht.					
	Eénmaal per jaar	Tweemaal per jaar	4 maal per jaar	Zes maal per jaar	Acht maal per jaar	Twaalf maal per jaar
Zwevende stoffen (kg/j) 1, 4, 5	-	vracht < 15	15 ≤ vracht < 30	30 ≤ vracht < 50	50 ≤ vracht < 65	vracht ≥ 65
Chemische zuurstofverbruik na bezinking van twee uren (kg/j) 1, 4, 5	-	vracht < 45	45 ≤ vracht < 110	110 ≤ vracht < 170	170 ≤ vracht < 225	vracht ≥ 225
Totale stikstof (kg/j) 1, 4, 5	-	vracht < 5	5 ≤ vracht < 15	15 ≤ vracht < 20	20 ≤ vracht < 30	vracht ≥ 30
Totaal fosfor (kg/j) 1, 4, 5	-	vracht < 1	1 ≤ vracht < 2	2 ≤ vracht < 3	3 ≤ vracht < 4	vracht ≥ 4
Metalen (kg/jaar) 3, 4, 5	-	vracht < 10	10 ≤ vracht < 50	50 ≤ vracht < 125	125 ≤ vracht < 250	vracht ≥ 250
Acute toxiciteit (keq/jaar) 2	50 ≤ toxische vracht < 100 kilo equivalent tox	100 ≤ toxische vracht < 250 kilo equivalent tox	250 ≤ toxische vracht < 10 000 kilo equivalent tox	-	-	10 000 ≤ toxische vracht

1. De frequentie van de controle van de basisparameters (Zwevende stoffen, chemisch zuurstofverbruik na bezinking van twee uren, Totale stikstof, Totaal fosfor) is de hoogste frequentie van de 4 bestanddelen afzonderlijk.

2. Als het aantal eenheden verontreinigende stoffen verbonden aan het toxiciteitsniveau lager is dan 50 kilo equivalent tox/jaar, is een regelmatige opvolging dan niet verplicht, maar een opwaardering wordt om de vijf jaar uitgevoerd op basis van een driemaandelijke controle door een erkend laboratorium. Een vermindering van de frequentie is enkel mogelijk op basis van de analyseresultaten van monsters die minstens vier maal per jaar worden afgenomen.

3. Wat metalen betreft, gaat het om de totale gecumuleerde en gewogen vracht van de 9 metalen bedoeld in artikel D.262 die in aanmerking komen voor de berekening van N2. Ze wordt berekend als volgt : $Q1 [X_i + 0,2Y_i + 10Z_i] / 1000$ met $Q1$ = jaarlijks volume (m^3 /jaar); X_i = som van de concentraties in mg/l van de metalen As, Cr, Cu, Ag; Y_i = zinkconcentratie (mg/l); Z_i = som van de concentraties in mg/l van de metalen Cd, Hg, Ni, Pb.

4. Het referentiejaar dat in aanmerking moet worden genomen voor de in aanmerking te nemen vrachten is het jaar vóór het lozingsjaar. Bij gebrek aan referentievracht tijdens het eerste lozingsjaar, wordt de minimale frequentie voor de analyse bepaald op 4 maal per jaar.

5. De geloosde vuilvracht is het verschil tussen uitgaande en inkomende vracht. Het resultaat van deze berekening kan nooit negatief zijn.

Gezien om te worden gevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 3 maart 2016 tot uitvoering van Boek II van het Milieuwetboek, dat het Waterwetboek inhoudt, wat betreft de verschillende maatregelen i.v.m. de financiering van het waterbeleid en tot wijziging van het besluit van de Waalse Regering van 16 november 2000 tot uitvoering van het decreet van 6 mei 1999 betreffende de vestiging, de invordering en de geschillen inzake Waalse gewestelijke belastingen.

Namen, 3 maart 2016.

De Minister-President,
P. MAGNETTE

De Minister van Leefmilieu, Ruimtelijke Ordening, Mobiliteit, Vervoer, Luchthavens en Dierenwelzijn,
C. DI ANTONIO

BIJLAGE 2
BIJLAGE XLI

Lijst van de sectoren betrokken bij de ecotoxicologische karakterisering

Nr. sector	Omschrijving van de sector
02	Ijzermetallurgie
03	Productie van non-ferrometalen
04	Textielveredeling
05	Wasserij
09	Petroleumnijverheid
10	Leerlooierijen/Textiel
13	Eenheden voor het wassen van wol
14	Papier- en kartonnijverheid
15	Glasnijverheid
19	Oppervlaktebehandeling/metalen
20	Cokesovens
21	Petrochemie en organische scheikunde
23	Scheikunde/Meststoffen
28	Productieeenheden van peroxyden
31	Chloorchemie
32	Lak-, verf-, inkt- en pigmentfabrieken
37	Productie van oppervlakte-actieve stoffen
38	Grafische nijverheden
40	Farmaceutische nijverheden
60	Ondernemingen voor verwerking van kunststoffen
80	Productieeenheden van pyrotechnische producten
83	Fabrieken textielstoffen
84	Chemische industrieën
86	Rubbernijverheid
89	Verwerking en recycling van afvalstoffen
90	Electriciteitscentrales

Gezien om te worden gevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 3 maart 2016 tot uitvoering van Boek II van het Milieuwetboek, dat het Waterwetboek inhoudt, wat betreft de verschillende maatregelen i.v.m. de financiering van het waterbeleid en tot wijziging van het besluit van de Waalse Regering van 16 november 2000 tot uitvoering van het decreet van 6 mei 1999 betreffende de vestiging, de invordering en de geschillen inzake Waalse gewestelijke belastingen.

Namen, 3 maart 2016.

De Minister-President,
P. MAGNETTE

De Minister van Leefmilieu, Ruimtelijke Ordening, Mobiliteit, Vervoer, Luchthavens en Dierenwelzijn,
C. DI ANTONIO